

RAPPORT ANNUEL CRDI

1978/1979



CANADA

Le Centre de recherches pour le développement international, société publique créée en 1970 par une loi du Parlement canadien, a pour mission d'appuyer des recherches visant à adapter la science et la technologie aux besoins des pays en voie de développement; il concentre son activité dans cinq secteurs: agriculture, alimentation et nutrition; information; santé; sciences sociales; et communications. Le CRDI est financé entièrement par le Gouvernement du Canada, mais c'est un Conseil des gouverneurs international qui en détermine l'orientation et les politiques. Établi à Ottawa (Canada), il a des bureaux régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient.

©Centre de recherches pour le développement international, 1979
Adresse postale: B.P. 8500, Ottawa, Canada K1G 3H9
Siège: 60, rue Queen, Ottawa

CRDI, Ottawa

IDRC-003/79e, f

Rapport annuel CRDI 1978-1979. Ottawa, Ont., CRDI, 1979. 53 p.

/Publication CRDI/. /Rapport annuel/ du /CRDI/ — donne un aperçu des/ programme de recherche/ et des/ projet de recherche/ /recherche pour le développement/financés par le CRDI au cours de la dernière année.

CDU: 338.001

ISBN: 0-88936-212-2

Édition microfiche sur demande

Rapport annuel 1978-1979

Centre de recherches pour le développement international

Table des matières

Lettre de transmission du Rapport par le président du Conseil	2
Introduction	3
Le Conseil des gouverneurs	11
Cadres supérieurs du Centre et Directeurs régionaux	12
Projets ayant fait l'objet d'affectation de fonds au cours de l'année budgétaire 1978-1979	13
Activités spéciales — Conseil des gouverneurs	13
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition	13
Communications	19
Sciences de l'information	19
Premier vice-président	21
Ressources humaines	22
Sciences de la santé	22
Sciences sociales	25
Projets préliminaires aux programmes	30
Analyse financière	31
Programme de bourses — Ressources humaines	48
Publications et textes	53



INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

le 27 juillet 1979

L'honorable Flora MacDonald
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures
Ministère des Affaires extérieures
Ottawa, Ontario

Madame le Ministre:

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce pli, le Rapport annuel du Centre de recherches pour le développement international pour l'année financière ayant pris fin le 31 mars 1979, afin qu'il soit présenté au Parlement conformément aux dispositions de l'article 22 de la loi constitutive du CRDI (Statuts révisés du Canada, 1970, 1er supplément, chapitre 21).

Je vous prie d'agréer, Madame le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Vice-président du Conseil,

Roger A. Blais

Introduction

Le présent rapport est celui de la neuvième année du Centre de recherches pour le développement international (le Centre), soit l'exercice financier 1er avril 1978 – 31 mars 1979. Pendant l'année le Conseil des gouverneurs a approuvé 159 propositions de projets, légèrement moins que l'année précédente, pour des affectations de 28 millions de dollars.

Le nombre de projets approuvés — y compris les subventions accordées à titre de supplément — depuis les débuts du Centre en 1970 se trouve ainsi porté à 849, et les affectations totales à 154 millions de dollars. Environ 332 de ces projets sont terminés, et plusieurs se poursuivent dans une deuxième et même une troisième phase, chaque phase s'appuyant sur les résultats de la précédente.

Le lecteur trouvera dans les pages suivantes une brève description de quelques-uns des nouveaux projets mis en oeuvre au cours de l'année, ainsi que du rang qu'ils occupent dans les priorités générales des quatre divisions de programmes. On y trouvera rarement mention d'un élément pourtant essentiel dans pratiquement chacun des projets financés par le Centre, à savoir la possibilité, pour les chercheurs locaux, d'élargir le champ de leurs connaissances et de se perfectionner. Pour un jeune chercheur, il y a là une sorte d'apprentissage ou peut-être la possibilité de faire des études supérieures dans un domaine d'intérêt prouvé. Pour un chercheur plus avancé, celle d'enrichir ses connaissances en gestion de la recherche et d'échanger des idées avec des collègues d'autres pays en développement. Lorsque la chose est jugée nécessaire, la proposition de projet prévoit toutefois formellement la formation des chercheurs ou la possibilité d'accéder à des études avancées.

Ainsi, lorsque le Centre finance un projet, il n'appuie pas seulement une recherche pratique, orientée vers des résultats, il réalise son autre objectif, qui est "d'aider les régions en voie de développement à se livrer à la recherche scientifique, à acquérir les techniques innovatrices et les institutions requises pour résoudre leurs problèmes".

Il en résulte en fin de compte un progrès dans la compétence et dans la confiance en soi des chercheurs, un renforcement des capacités de recherche qui, pour le pays bénéficiaire, pourrait bien lui apporter plus que les opérations exécutées au titre du projet originel.

Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition 60 projets — 11 millions \$

Les régions semi-arides du monde ont toujours été d'un intérêt particulier pour le programme du Centre en recherche agricole. Dans ces régions les légumineuses alimentaires telles que les pois, haricots et lentilles tiennent une place de première importance, non seulement parce qu'elles peuvent supporter la sécheresse, mais aussi parce qu'elles sont très riches en protéines, et complètent ainsi l'apport protéique des céréales alimentaires.

Ces dernières années, le Centre a aidé à constituer à travers le monde une compétence technique en amélioration des légumineuses alimentaires. Il en a été de même l'année passée. Au Mali et au Niger, deux pays du Sahel à souffrir durement de la sécheresse, le niébé tient une place importante dans le régime des

populations. Le Centre a lancé des projets sur une période de trois ans pour obtenir des variétés de niébé résistantes à la sécheresse, aux ravageurs et aux maladies, variétés qui sont d'ores et déjà bien acceptées par les fermiers locaux et leurs familles des points de vue de leur qualité culinaire, de leur goût et de leur présentation.

En Égypte le haricot égyptien, dit aussi féverole ou grosse fève, est une nourriture de base. Comme la plupart des légumineuses, il n'a guère éveillé l'attention des chercheurs. Aussi durant les trois années à venir sera-t-il étudié de près par des scientifiques égyptiens dans le cadre du programme d'amélioration des légumineuses patronné par le Centre. En Algérie un important projet d'amélioration de quatre légumineuses est entré maintenant dans sa deuxième phase de deux ans au cours de laquelle les premiers résultats seront vérifiés sur l'exploitation fermière elle-même.

Le pois chiche et la lentille sont importants chez les populations rurales de la Turquie, mais les rendements sont souvent inférieurs à leur potentiel. Les causes de ces bas rendements seront étudiées dans le cadre d'un projet réparti sur trois ans au cours duquel les petits fermiers se verront offrir des "ensembles" agronomiques. Pour l'exécution de ce projet de recherche en légumineuses et d'autres similaires, l'ICARDA servira de point de rencontre. Le Centre international de recherches agricoles en zones sèches (ICARDA), établi avec l'appui du Centre, est un centre régional de recherche qui coordonne également les résultats d'un grand nombre de pays participants, s'assurant que les nouvelles techniques sont bien diffusées à travers les régions semi-arides.

La Division des SAAN a une autre bonne corde à son arc: le réseau des systèmes culturaux. Il s'agit de cultiver, simultanément ou consécutivement, des plantes diverses sur la même pièce de terre pendant la même année, ce qui est une façon d'augmenter son rendement. Le Centre finance au Bangladesh, au Sri Lanka et en Thaïlande des projets dont le but est de créer et d'expérimenter des systèmes culturaux à base de riz; ils étaient dans leur deuxième phase l'année dernière. Au cours de la première, les chercheurs avaient réussi à obtenir deux et même trois récoltes de riz par an combinées avec des récoltes d'autres plantes; au cours de la seconde, ces systèmes expérimentaux passeront à l'épreuve des conditions d'exploitation réelles.

Les chercheurs ont fait des études détaillées sur les facteurs sociaux et économiques qui influent sur l'adoption des nouveaux systèmes. Les trois projets font partie d'un programme de recherche sur les systèmes culturaux coordonné par l'Institut international de recherches rizicoles (IRRI) — qui a fait oeuvre de pionnier en la matière. La subvention de trois ans accordée par le Centre financera un vaste programme qui mettra à la disposition des petits fermiers de l'Asie les résultats de près d'une décennie de recherches.

Le Centre finance au Costa-Rica et en El Salvador un programme de recherche de trois ans en vue d'introduire dans des systèmes de cultures associées des variétés résistantes à la sécheresse. Le but est de porter à son maximum la production alimentaire dans une région actuellement incapable de fournir le minimum vital à sa population en augmentation constante. En Afrique, une subvention à l'Université de Swaziland permettra à une équipe de recherche interdisciplinaire d'étudier les systèmes culturaux mixtes traditionnels des fermiers de ce continent. L'équipe créera des systèmes améliorés destinés à augmenter la production des petites exploitations non seulement en Swaziland, mais dans une grande partie de l'Afrique rurale.

Une production accrue exige l'amélioration du stockage et des procédés de traitement. C'est dans la perspective de ces besoins dans les régions tropicales où les pertes alimentaires dues au gaspillage peuvent atteindre 30 p. 100 ou davantage, que le CRDI continue à financer un important programme de

recherche d'amélioration des techniques post-récoltes. Le riz est la culture principale en Asie et le Centre continue le financement, conjointement avec l'IRRI, d'un réseau de projets régionaux qui visent à mettre au point, expérimenter et évaluer la technologie au niveau du village: séchoirs solaires, batteuses élémentaires et petites minoteries.

Le riz est important dans l'alimentation des populations de l'Afrique occidentale également. Au Sierra Leone, le Centre finance la mise au point de séchoirs solaires pour le riz et autres cultures. Il s'agit là d'un complément à d'autres projets subventionnés par le Centre en ce domaine et qui pourraient être utiles dans d'autres pays où les conditions sont similaires. L'IRRI a rassemblé les résultats obtenus avec les séchoirs à riz et en a fait profiter les pays d'Amérique latine, le Guatemala par exemple où le Centre finance une recherche sur un séchoir plat à l'intention des petites exploitations de café. Un séchoir de ce genre pourrait être mû par le gaz méthane produit par la fermentation de la pulpe de café, ce qui débarrasserait l'exploitation de ce sous-produit tout en fournissant un combustible bon marché.

Les pêcheries tiennent également une place importante dans le programme des SAAN. Pour la première fois en 1976, dans le cadre d'un projet subventionné par le Centre aux Philippines on a réussi à reproduire en captivité des chanidés. Depuis lors l'exploit a été répété de nombreuses fois par les scientifiques du Centre de développement des pêcheries du Sud-Est asiatique (SEAFDEC) et dans la seconde phase du projet, maintenant commencée et d'une durée prévue de trois ans, ces scientifiques espèrent améliorer leurs techniques au point où ils pourront alimenter en alevins les exploitations de chanidés de la région. Celles-ci sont d'une importance économique considérable pour une grande partie du Sud-Est asiatique, mais la résistance de ces espèces à se reproduire en captivité entrave depuis longtemps l'expansion des exploitations.

Contrairement à l'Asie, l'Amérique latine n'a pas une longue tradition d'aquiculture. Au Pérou toutefois, des scientifiques tentent d'améliorer le revenu des pêcheurs locaux et d'accroître les protéines alimentaires fournies par le poisson. Le CRDI, qui a financé beaucoup de travaux de recherche sur la culture des mollusques et crustacés en Asie et en Afrique, finance le projet péruvien de trois ans, au déroulement duquel plusieurs autres pays d'Amérique latine s'intéressent sérieusement.

Sciences de la santé

29 projets — 4 millions \$

Dans toute agglomération, la santé des habitants repose essentiellement sur un généreux approvisionnement en eau potable et sur de bonnes installations sanitaires. Il est donc naturel qu'au Centre la Division des sciences de la santé classe en haute priorité les questions relatives à ces deux domaines connexes.

Un des problèmes fondamentaux de tout système d'approvisionnement en eau est la pompe; trop souvent elle est fabriquée loin de son lieu d'utilisation et pour un usage différent. Les pannes sont fréquentes, et les réparations difficiles. Le Centre a confié à l'Université de Waterloo (Ontario) le soin de concevoir une pompe à bras, sûre et solide, qui pourrait être fabriquée à bon compte dans les pays en développement. Cette pompe est maintenant expérimentée sur place, dans le cadre de projets qui se déroulent en Éthiopie, au Kenya, au Malawi, en Malaysia, aux Philippines, au Sri Lanka et en Thaïlande. On veut savoir comment elle se comporte dans des conditions de fonctionnement réelles et choisir, puis expérimenter des matériaux qui permettraient de la fabriquer sur place. On

procède d'autre part au Botswana, avec le soutien financier du Centre, aux essais intensifs d'une pompe éolienne d'un nouveau modèle, au rotor très sensible. Si elle fait ses preuves, l'éolienne pourrait bien remplacer avantageusement les coûteux moteurs Diesel pour le pompage des nappes souterraines.

La gestion des ressources en eau est également importante et au Soudan, l'Université de Khartoum procède, sous les auspices du Centre, à une étude des aspects sociaux et économiques de l'approvisionnement en eau dans quatre régions du pays. Étant admise la nécessité d'améliorer cet approvisionnement dans les campagnes, les chercheurs s'attacheront à découvrir qui possède le contrôle de l'eau et par quels moyens. En Malaysia, où la croissance rapide des raffineries de l'huile de palme a engendré une pollution des eaux, le Centre finance une étude d'un an sur la possibilité d'instituer des contrôles du traitement des eaux à un prix abordable.

La gestion des eaux usées va de pair avec celle des eaux potables. La construction d'égouts est une solution coûteuse, inapplicable par ailleurs dans les régions rurales où habite la plus grande partie de la population des pays en développement. Il faut donc trouver des solutions d'un prix de revient moindre, et le Centre finance actuellement un réseau de projets dont le but est de trouver précisément ces solutions. En Thaïlande par exemple une étude de deux ans a pour objet de découvrir des méthodes pratiques d'élimination des déchets au moyen du compostage ou de leur utilisation comme nourritures pour poissons. Des études semblables se poursuivent au Guatemala en vue de la production de composts ou de biogaz. La Zambie verra se dérouler sur son territoire l'étude critique d'un bon nombre de techniques sanitaires peu coûteuses actuellement employées: leur extension à des zones suburbaines sera envisagée.

Le besoin se fait sentir également de doter les localités rurales de services de soins élémentaires et d'éducation sanitaire. Le CRDI a fait oeuvre de pionnier dans ce domaine, encourageant la recherche dans beaucoup de parties du monde. Dans le cadre d'un nouveau projet, en Indonésie, les chercheurs tentent de mettre sur pied un programme de santé communautaire et d'en assurer la coordination au bénéfice de quelque 40 000 personnes qui vivent dans ces "faubourgs sans le nom" qui entourent les grandes cités. Dans les régions rurales de la Bolivie, une étude est en cours pour cerner les problèmes sanitaires auxquels font face trois régions qui diffèrent par la géographie et par la langue, recenser les ressources existantes qui permettraient de les résoudre, et déterminer l'utilisation actuelle de ces services. Les renseignements recueillis seront d'une valeur incalculable lors de la planification de meilleurs services.

Dans le domaine des maladies tropicales, la Division des sciences de la santé continue son soutien au Programme conjoint PNUD/Banque mondiale/Organisation mondiale de la santé pour la recherche et la formation en matière de maladies tropicales, qui vise à enrayer les six principales maladies tropicales qui affectent des millions de personnes dans les pays en développement. La Division finance également un certain nombre de projets relatifs à des maladies qui ne font pas partie actuellement du programme des Nations Unies, dont l'étude en Indonésie d'une maladie qui exerce de plus en plus de ravages, la dengue hémorragique et, au Guatemala, des infections intestinales et autres maladies associées qui sont souvent mortelles chez les jeunes enfants.

La Division finance le programme de développement du Comité international pour la recherche en matière de contraception. Ce programme mondial veut développer et mettre à l'épreuve de nouvelles techniques contraceptives à l'usage des hommes aussi bien que des femmes et les résultats sont déjà prometteurs.

Sciences de l'information 20 projets — 3,5 millions \$

La coopération dans le domaine de l'information est restée la pièce maîtresse de l'échafaudage des Sciences de l'information, grâce particulièrement au mécanisme de systèmes coopératifs internationaux d'information bibliographique. La formule de la participation territoriale, par laquelle chaque pays membre traite la documentation qu'il produit, permet une répartition équitable des coûts. En échange de sa contribution au système par l'apport de ses documents bibliographiques, le pays membre se voit ouvrir l'accès à ceux du monde entier.

Le soutien du Centre va principalement à des centres régionaux qui agissent pour le compte de leurs gouvernements membres. Le réseau d'information agricole pour le Sud-Est asiatique, lié au système mondial de la FAO, s'est vu renouveler sa subvention; comme dans le cas de la subvention antérieure aux pays latino-américains, celle-ci finance de nouvelles activités, telles que l'application de méthodes informatiques et la distribution de documents. Dans le domaine de la population, la subvention à un centre régional pour l'Amérique latine a été renouvelée, dans le but de décentraliser en partie le rassemblement des documents et leur enregistrement et de les confier aux institutions nationales membres. Pour la première fois également une subvention a été accordée à un centre régional africain pour l'information démographique. Ces deux centres régionaux pourraient faire partie d'un système mondial d'information démographique, POPIN, dont le modèle a été étudié de façon assez détaillée par la Division de la population des Nations Unies, avec l'aide d'un membre du Centre détaché à cette fin. Pour ce qui a trait à l'information dont ont besoin les planificateurs du développement et les décideurs, le Centre continue sa promotion du Système d'information sur les sciences du développement (DEVSI). L'année dernière il a pu ainsi obtenir l'adjonction d'une bibliographie et d'un fichier à la documentation canadienne et celle de la République fédérale allemande sur le développement. Parallèlement, plusieurs autres pays ont produit des fichiers concernant leur propre documentation sur le développement et ils se joindront probablement à cet effort de promotion de façon à produire un fichier réellement multinational.

Dans le cadre d'un grand projet réunissant l'information de tous les secteurs d'une région géographique, le Centre s'est joint à plusieurs autres donateurs en finançant le stade de planification d'un réseau d'information sur le Sahel. Le projet a pour but de permettre aux huit pays membres du Comité interétats de lutte contre la sécheresse sahélienne de partager l'information recueillie sur les problèmes communs à la sécheresse sahélienne, mais en même temps de permettre à ces pays d'établir leurs propres politiques et infrastructures d'information.

Outre l'aspect de documentation sur les systèmes internationaux d'information, la Division des sciences de l'information continue à financer l'emploi d'un système informatisé commun pour les opérations bibliographiques. Il s'agit de l'ISIS, un ensemble de programmes informatisés établi par le Bureau international du travail pour l'extraction de l'information et la gestion des bibliothèques. ISIS est maintenant utilisé par beaucoup d'institutions, tant nationales qu'internationales, dont certaines se sont adressées au Centre pour en obtenir des conseils techniques. Au cours de l'année passée ont été établis au Pakistan et au Costa Rica des centres de ressources ISIS qui, outre leur technicité propre, serviront de centres de formation et de traitement des documents AGRIS et DEVSI.

Pour ses opérations de bibliographie à Ottawa, la Division a fait confiance pendant l'année écoulée à MINISIS, un système bibliographique de type ISIS de sa propre conception. Après une année d'expérience, nous avons acquis suffisamment de confiance dans le système pour en promouvoir la diffusion, notamment auprès d'autres institutions. Notre logiciel MINISIS fonctionne sur un ordinateur suffisamment petit pour être manipulé d'un seul point de commande, bibliothèque ou centre d'information. Beaucoup d'institutions, complètement fonctionnelles ou en cours d'installation, y étant intéressées, un effort considérable a été fait en vue d'établir des directives qui permettraient son acquisition tant par des maisons exploitant à profit des systèmes que par des centres d'information de pays en développement.

En plus de satisfaire les besoins de la bibliothèque du Centre, MINISIS est en service à Ottawa pour la production des bibliographies spéciales telles que DEVINDEX — le fichier de la présentation DEVSIS — et SALUS, une bibliographie sur les soins de santé peu coûteux et sur la formation du personnel sanitaire. Les documents cités dans ces bibliographies sont mis sur microfiche de sorte que les institutions appropriées pourraient les recevoir en don en même temps que leur enregistrement sur des rubans magnétiques. Le module de microfilmage créé à cette fin peut aussi tirer des microfiches séparées qui sont faciles à envoyer par la poste, sur demande.

Sciences sociales 40 projets — 6,5 millions \$

La Division des sciences sociales, par son soutien à la recherche en politique scientifique et technologique, s'est acquise une réputation mondiale en ce domaine. Au cours de l'année le Centre a commencé à financer une étude de deux ans unissant six pays d'Amérique centrale voulant accroître l'apport de la science et de la technologie au développement de la région. Aux Antilles, un projet semblable visant à définir la portée et les limitations de la science et de la technologie est entré dans une nouvelle phase de deux ans au cours de laquelle on tentera de déterminer les possibilités technologiques de la région dans des secteurs précis.

Toujours attachée à prévoir les conséquences de la modernisation et du changement, la Division s'est tournée cette fois vers le secteur agricole. En Afrique occidentale, le Centre collabore avec le Centre international pour la recherche dans les zones tropicales semi-arides (ICRISAT) dont le siège est en Inde, à une série d'études agro-économiques. Profitant de recherches antérieures dans des villages de l'Inde, les chercheurs tenteront de trouver les moyens de supprimer les obstacles au développement des villages africains en étudiant des facteurs tels que les méthodes culturelles, la main-d'oeuvre, le comportement des exploitants, l'organisation sociale des villages et l'accès aux marchés. Au Brésil, où la transformation du secteur agricole a fait du pays un exportateur net de produits alimentaires, il y aurait, selon certaines indications, diminution de l'emploi dans ce secteur. Le Centre finance actuellement une étude de l'incidence du développement agricole au Brésil sur le marché du travail; cette étude pourrait bien servir de modèle à d'autres pays d'Amérique latine qui connaissent des changements aussi rapides.

L'éducation est un élément important mais extrêmement coûteux du développement. Une question vitale pour les pays en développement est comment utiliser efficacement les fonds disponibles. Au Nigeria, le Centre finance un projet, échelonné sur deux ans, qui vise à analyser systématiquement le rôle de

l'enseignant et à trouver une méthode fiable et peu coûteuse de contrôle et d'amélioration de son efficacité. La recherche sera confiée au *West African Examinations Council*, le conseil des examens pour l'Afrique occidentale, qui se compose de cinq pays anglophones. En Amérique latine, on cherchera à déterminer l'incidence des programmes de l'année pré-scolaire sur les résultats de la première année du cycle primaire. L'étude, qui embrasse quatre pays, devrait aider à résoudre les difficultés causées par la lenteur des progrès de l'élève qui, souvent, redouble et met trois ou quatre ans de plus que la normale pour terminer son cycle primaire. Une étude du même genre menée aux Philippines permettra de se rendre compte dans quelle mesure les enfants qui ont abandonné l'école primaire conservent leurs connaissances en lecture, écriture et calcul. Des études semblables menées dans d'autres pays sont financées par un groupe de donateurs pour tenter de connaître, au niveau international, le "seuil" des connaissances scolaires.

La Division des sciences sociales s'intéresse également à la recherche sur la dynamique et la politique démographiques. En Sierra Leone, où la recherche en ce domaine est encore à ses débuts, le Centre finance une étude de deux ans sur la fécondité dans quatre tribus rurales. En rassemblant des données sur les niveaux de fécondité, l'usage des contraceptifs et les attitudes face aux diverses formes de contraception, l'étude contribuera à l'établissement de services de santé et de planification familiale. Cinq pays participent à une étude conjointe, maintenant dans sa deuxième phase, visant à déterminer l'incidence des facteurs culturels sur la fécondité et l'usage des contraceptifs dans les milieux pluriethniques du Sud-Est asiatique. La présente phase II éprouvera les hypothèses avancées en phase I et présentera un rapport sur les conséquences politiques des constatations des chercheurs.

Au Soudan, le Centre appuie une étude innovatrice des programmes de repeuplement qui ont permis au cours des vingt dernières années de mettre en valeur de larges étendues de terres improductives. Si autrefois on ne s'intéressait qu'aux colons eux-mêmes, la présente étude d'un an portera sur le rôle des gestionnaires des programmes, leurs points forts et leurs faiblesses, et elle recommandera les politiques à suivre en la matière, aidant ainsi les fonctionnaires face à la planification de nouvelles transplantations.

Le renforcement des capacités de recherche en sciences sociales dans les pays du Tiers-Monde, est une autre priorité de la Division. En Afrique, par exemple, le Centre a contribué à l'établissement du Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale, la première société savante et sans but lucratif de ce continent à servir à la fois les pays anglophones et les francophones. Le Conseil continue à recevoir l'aide du CRDI selon un barème dégressif. Il compte maintenant 49 institutions membres en 25 pays et son but est de déterminer et d'encourager la recherche en sciences sociales à résonance politique en Afrique.

Tout ceci a été accompli dans une ambiance de restrictions financières considérables. L'inflation mondiale, le déclin du dollar canadien, la réduction de la subvention attendue du gouvernement canadien, tout cela a réduit substantiellement les facultés financières du Centre. Afin de respecter ses engagements à long terme et de diminuer l'incidence des restrictions budgétaires sur les projets, certaines coupures intérieures ont été effectuées. Nous avons procédé à quelques licenciements, révisé certains avantages sociaux, fermé des bureaux à l'étranger ou réduit leur personnel (la réduction opérée à Nairobi, notre bureau régional pour l'Afrique centrale et orientale, est en réalité un prélude à sa fermeture).

D'autres mesures, telles que la réduction du Programme des bourses de

ressources humaines prendront effet au cours de l'année financière 1979-1980. De nouvelles règles de gestion et d'évaluation élaborées au cours de l'année écoulée aideront à assurer la protection du coeur de nos activités — les projets des divisions des programmes — pendant une période de restrictions que nous voulons croire temporaire.

Ce rapport est nécessairement bref et se limite aux opérations de l'exercice financier 1978-1979. Le lecteur trouvera un panorama plus étendu des activités du Centre dans le rapport d'activité. On peut obtenir le rapport de 1978, intitulé "Quête d'avenirs" (IDRC-110f), en s'adressant à la Division des communications. Celui de 1979 sera publié vers la fin de l'année.

Le Conseil des gouverneurs

- *Maurice F. Strong
Président du Conseil des gouverneurs
Ottawa, Canada
- **Roger A. Blais
Vice-Président du Conseil des gouverneurs
Président du Comité de direction
Montréal, Canada
- Ivan L. Head
Président et Administrateur en chef
Ottawa, Canada
- ***Manuchehr Agah
Tehran, Iran
- ****Allison A. Ayida
Lagos, Nigeria
- **Pierre Bauchet
Paris, France
- John Milton Bell
Saskatoon, Canada
- ****Gelia T. Castillo
Manille, Philippines
- ***Sir John Crawford
Canberra, Australie
- **Norman T. Currie
Toronto, Canada
- Michel Dupuy
Ottawa, Canada
- ****Liliane Filion-Laporte
Montréal, Canada
- ****Ray A. Goldberg
Cambridge, États-Unis
- ****Allan E. Gottlieb
Ottawa, Canada
- ****Carl-Goran Hedén
Stockholm, Sweden
- ****Louis H. Lorrain
Montréal, Canada
- ****Hadj Mokhtar Louhibi
Alger, Algérie
- *L'honorable Rex M. Nettleford, O.M.
Kingston, Jamaïque
- ****A. Jamil Nishtar
Islamabad, Pakistan
- ****John B. Stewart
Antigonish, Canada
- ****Manuel Ulloa E.
Lima, Pérou
- ***Victor L. Urquidi
Mexico, Mexique
- **Sir Geoffrey Wilson
Londres, Angleterre
- **William C. Winegard
Toronto, Canada
- * Démissionnaire le 29 août 1978.
- ** Mandat renouvelé au cours de 1978-1979.
- *** Mandat expiré au cours de 1978-1979.
- **** Nommé au Conseil au cours de 1978-1979.

Cadres supérieurs du Centre au 31 mars 1979

Ivan L. Head
Président

Raymond J. Audet
Trésorier

Louis Berlinguet
Premier Vice-Président

Jon Church
Vice-Président, Administration

John Gill
Directeur, Sciences de la santé

Joseph H. Hulse
Directeur, Sciences de l'agriculture, de
l'alimentation et de la nutrition

Nihal Kappagoda
Vice-Président, Planification

Reginald MacIntyre
Directeur, Communications

James C. Pfeifer
Secrétaire et conseiller général

David W. Steedman
Directeur, Sciences sociales

John E. Woolston
Directeur, Sciences de l'information

Directeurs régionaux

Asie (Singapour)
Jingjai Hanchanlash

Afrique de l'Est (Nairobi)
E. Anthony Price

Afrique de l'Ouest (Dakar)
Stanislas Adotevi

Moyen-Orient et Afrique du Nord (Le Caire)
Salah Dessouki

Amérique latine (Bogota)
Henrique Tono T.

Projets ayant fait l'objet d'affectation de fonds au cours de l'année budgétaire 1978-1979

Activités spéciales — Conseil des gouverneurs

78-0030 (SGB) Commission Brandt

Commission indépendante sur les problèmes de développement international, Genève (Suisse). Travaux préliminaires à l'établissement de la Commission; étude des problèmes globaux engendrés par la disparité des conditions sociales et économiques dans le monde, définition d'une orientation réaliste et souhaitable de la politique du développement pour la prochaine décennie, et proposition de solutions concrètes pour accélérer le progrès social et économique des pays en voie de développement. \$100 000 — 1 an

Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition

73-0143 (S1) (A) Sésame (Israël), supplément

Faculté d'agriculture, Université hébraïque de Jérusalem, Jérusalem. Poursuivre, pendant une quatrième campagne, les travaux sur la sélection par mutation du sésame, afin de réduire les pertes de graines grâce à l'induction de l'indéhiscence et à une placentation intense. \$23 000

74-0046 (S1) (A) Manioc (Malaysia) supplément

Division des sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition, CRDI. Affectation d'un

conseiller pour la partie administrée par le Centre du projet Manioc (Malaysia), en vue de l'établissement d'un programme de recherche et de formation sur le manioc pour la Malaysia et les pays voisins. \$43 100

74-0079 (S1) (A) Traitement du poisson (Philippines), supplément

Université des Philippines, Los Banos, Laguna. Pour la rémunération et les frais de déplacement des chercheurs chargés d'expérimenter sur le terrain les séchoirs mis au point et d'inventorier les points qui restent à approfondir dans le cadre du projet visant à mettre au point des techniques économiques et efficaces de séchage et de fumage du poisson. \$3700

74-0143 (S1)(A) Utilisation des sous-produits (Guatemala) — phase II, supplément

Organisation panaméricaine de la santé (OPAS), Washington. Pour l'achèvement des recherches en cours et le recrutement d'un économiste-conseil. \$38 900

75-0032 (A) Colza (Inde)

Conseil indien de recherche agricole (ICAR), New Delhi, et Université G.B. Pant, Pantnagar. Sélection de variétés de colza de meilleure qualité et à haut rendement et mise au point de techniques culturales optimales pour différentes zones agroécologiques de l'État d'Uttar Pradesh. \$126 000 — 3 ans

75-0065 (S3) (A) Striga (Sussex) — phase II, supplément 3

Université du Sussex, Brighton (Angleterre). Pour l'augmentation des traitements et des indemnités ainsi que les coûts non prévus du brevet d'invention intervenus dans le cadre d'une

recherche sur la création d'un stimulant de synthèse économique de *Striga* (plante adventice du sorgho). \$3000

75-0072 (A) Mil (Inde)

Conseil indien de la recherche agricole, New Delhi. Assistance au programme national d'amélioration du mil pour une recherche effectuée dans cinq centres agronomiques de l'Inde, pour créer des variétés améliorées de petit mil possédant les caractères requis pour donner en culture pluviale de bons rendements aux tribus et aux populations de régions montagneuses, et pour mettre au point des méthodes d'exploitation agricole convenant à un milieu défavorisé. \$530 000 — 2 ans

75-0097 (A) Safran (Inde)

Conseil indien de la recherche agricole (ICAR), New Delhi et Collège d'agriculture, Indore. Sélection de variétés de safran de qualité et rendement supérieurs et mise au point de techniques globales optimales adaptées aux cultivars améliorés. \$100 800 — 3 ans

75-0114 (A) Moutarde (Inde)

Conseil indien de la recherche agricole (ICAR), New Delhi et le Département de phytosélection, École d'agriculture Haryana, Hissar. Recherche sur la sélection de variétés de moutarde de qualité et rendement supérieurs et sur la création de techniques globales optimales adaptées aux cultivars améliorés. \$270 000 — 3 ans

76-0077 (S1) (A) Traitement du niébé (Nigeria), supplément

Université d'Ibadan (Nigeria). Pour compenser la hausse des coûts due à l'inflation, terminer les recherches et l'analyse des résultats du projet sur l'acceptabilité et l'évaluation du prix de vente de la farine de niébé obtenue par mouture mécanique. \$2000

76-0091 (S1) (A) Instruments aratoires (Ghana), supplément

Centre de consultation technologique (TCC), Université des sciences et de la technologie, Kumasi. Évaluer la viabilité des batteuses à riz à pédales au Ghana dans le cadre d'un programme visant à stimuler une industrie para-agricole. \$5000

77-0125 (A) Légumineuses fourragères (ICARDA)

Centre international de recherches agricoles en zones sèches (ICARDA). Collecte, identification, création, multiplication et diffusion d'une gamme de plantes fourragères à rendement élevé

adaptées aux différents climats de la région en vue d'intensifier l'élevage, de préserver l'environnement rural et d'assurer une meilleure association de l'agriculture et de l'élevage. \$583 300 — 2 ans

77-0159 (A) Stockage du niébé (Haute-Volta)

Ministère du Développement rural, Ougadougou. Étude de différents procédés susceptibles d'aider à la conservation du niébé dans les silos traditionnels des villages et des fermes, en vue de réduire les pertes durant l'entreposage. \$110 000 — 2 ans

77-0162 (A) Séchage solaire (Thaïlande)

Institut asiatique de technologie (AIT), Bangkok. Mise au point d'un procédé économique de séchage par le soleil du paddy récolté pendant la saison humide. \$32 200 — 2 ans

78-0001 (A) Conseil international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF) — phase II

Permettre au Conseil de parachever son établissement à Nairobi (Kenya) et de mettre en oeuvre en Afrique, en Asie et en Amérique latine ses programmes d'agroforesterie — système de gestion de terres agricoles associant la production de nourriture et de bois à l'élevage. \$300 000 — 1 an

78-0006 (A) *Striga* (Haute-Volta)

Centre international pour la recherche dans les zones tropicales semi-arides (ICRISAT), Hyderabad (Inde). Exécution de travaux à la Station de recherche Kamboïse à Ouagadougou (Haute-Volta), en vue de trouver des méthodes pour limiter les ravages de *Striga* (plante parasite du sorgho, du mil et du maïs), dans le cadre d'un programme comprenant des essais sur les substances germinatives synthétiques mises au point au cours du projet *Striga* (Sussex), la création et l'évaluation de moyens de lutte fondés sur des techniques culturelles améliorées, et la sélection de matériel génétique de sorgho et de mil résistant à *Striga*. \$397 900 — 3 ans

78-0007 (A) Lupin (Chili)

Institut de recherche technologique, INTEC/Chili, Santiago. Mise au point de techniques de substitution du lupin aux ingrédients à base de soja actuellement incorporés à certains produits, sans nuire au goût et aux qualités nutritives de ces produits. \$96 000 — 1½ an

78-0008 (A) Mouture et qualité du mil et du sorgho (LRP)

Conseil national de recherches, Ottawa (Canada). Permettre à son laboratoire régional des Prairies

(LRP), à Saskatoon, de perfectionner le plan d'un moulin abrasif et de fabriquer un prototype en vue de son utilisation pour la mouture des petits grains de céréales dans les régions tropicales semi-arides (pour le sorgho, le mil et certaines légumineuses). \$72 000 — 2 ans

78-0023 (A) Mouture des graines (Botswana)
Étude de faisabilité technique, opérationnelle et économique de petits moulins, en fabriquant plusieurs types de décortiqueur à sorgho et en les expérimentant dans trois villages du Botswana. \$80 000 — 2 ans

78-0024 (A) Manioc: matériel génétique (LRP)
Laboratoire régional des Prairies (LRP), Saskatoon, du Conseil national de recherches, Ottawa. Poursuivre une recherche sur la faisabilité de la congélation prolongée de tissus de manioc en vue d'assurer aux programmes de sélection un approvisionnement de matériel génétique. \$25 000 — 1 an

78-0026 (A) Valeur nutritive du manioc (Thaïlande) — phase II
Faculté d'agriculture, Université de Khon Kaen. Travaux pour intensifier l'emploi du manioc dans les rations alimentaires des animaux par les pays importateurs et producteurs de manioc; et plus particulièrement, déterminer la composition du manioc et sa valeur nutritive en fonction des besoins de différents animaux, découvrir les facteurs nuisibles à la croissance des animaux dans les rations alimentaires à forte teneur en manioc, et trouver les moyens d'y remédier. \$225 600 — 3 ans

78-0027 (A) Séchage de produits agricoles (Guatemala)
Division de la recherche appliquée, Institut de recherches et de technologie industrielles pour l'Amérique centrale (ICAITI), Guatemala. Mise au point et expérimentation d'une technologie pratique et économique de séchage à l'intention des petits et moyens *beneficios* (centres coopératifs de traitement du café). Pour leur permettre d'aider les petits et les planteurs défavorisés de la région, y compris par l'utilisation comme combustible du gaz méthane provenant des déchets d'usinage du café. \$122 600 — 2 ans

78-0031 (A) Sous-produits (Kenya)
Département de la production animale, Université de Nairobi, Kabete. Évaluation et expérimentation de déchets et de sous-produits agricoles et agro-industriels pour utilisation éventuelle dans la production avicole du Kenya, et mise au point de

rations alimentaires simples pour l'aviculture rurale à partir des produits les plus intéressants à cet égard. \$164 000 — 3 ans

78-0032 (A) Légumineuses fourragères (Panama)

Faculté d'agriculture, Université de Panama, Panama. Recherche pour l'intensification de la production de lait, de viande et de volaille à Panama par la mise au point de techniques de culture du *Leucaena* et du pois d'Angole en vue de leur utilisation dans l'alimentation animale pendant la saison sèche. \$154 800 — 3 ans

78-0033 (A) Chanidés (SEAFDEC) — phase II

Centre de développement des pêcheries du Sud-Est asiatique (SEAFDEC), Rizal (Philippines). Continuer à perfectionner et à normaliser les techniques de fécondation artificielle du chanidé en vue: d'assurer un approvisionnement sûr d'alevins pendant toute l'année, de réduire la mortalité chez les jeunes, de constituer un stock de reproducteurs pour les éclosiers, de mettre au point des techniques d'élevage pour augmenter le rendement, et d'effectuer le transfert des technologies d'élevage du chanidé à d'autres pays en développement de l'Asie. \$421 100 — 3 ans

78-0034 (A) Produits halieutiques (Guyane) — phase II

Ministère de l'Agriculture et du Développement national, Georgetown. Continuer la recherche visant à déterminer des méthodes pour utiliser dans l'alimentation le poisson capturé par les chaluts à crevettes; plus particulièrement: établir pour chaque saison, les quantités et les espèces comestibles, en colligeant et analysant les données sur les opérations de pêche à la crevette recueillies au cours de la Phase I; normaliser les procédés de production de poissons salés, fumés et marinés; établir des systèmes de commercialisation des produits; et perfectionner les méthodes de production pour améliorer la qualité des produits. \$273 300 — 3 ans

78-0036 (A) Aménagement des pâturages (Chili)

Faculté d'agriculture, Université catholique du Chili, Santiago. Travaux visant à accroître l'approvisionnement de viande et de lait tout en réduisant leurs coûts de production, par la mise au point de régimes alimentaires fourragers améliorés, de techniques de conservation et d'utilisation de sous-produits, et de systèmes de production intensive et rationnelle pour l'exploitation des plantes et des fourrages locaux. \$296 800 — 3 ans

78-0039 (A) Banane plantain (Cameroun)

Office national de la recherche scientifique et technique (ONAREST). Travaux effectués par l'Institut de recherches agricoles et forestières de Njombe en vue d'aider les petits paysans à augmenter leur production de plantain et autres variétés de bananiers en établissant un programme d'introduction, de sélection et d'expérimentation de cultivars de plantain présentant les caractères requis et de mise au point de techniques globales de culture des bananes, des plantains et autres variétés. \$162 000 — 3 ans

78-0040 (A) Légumineuses alimentaires (Mali)

Institut d'économie rurale, ministère du Développement rural, Bamako. Mise au point de cultivars de niébé à rendement stable et élevé, résistants aux insectes, aux maladies et à la sécheresse, adaptés aux différentes zones agro-écologiques du Mali et au goût des paysans et des consommateurs, ainsi que de techniques globales de production en culture seule ou associée. \$212 000 — 3 ans

78-0041 (A) Lutte contre l'Orobanche (ICARDA) — phase II

Centre international de recherches agricoles en zones sèches (ICARDA), Beyrouth. Phase II d'une recherche sur l'efficacité de plusieurs méthodes intéressantes de lutte contre l'Orobanche, parasite de plantes à feuilles larges, et création de procédés peu coûteux et pratiques pour les paysans; plus spécialement, essai des nouvelles substances germinatives synthétiques mises au point au cours du programme de recherche *Striga* (Sussex), et inventaire et évaluation d'autres méthodes de lutte telles que la résistance de la plante-hôte, et les cultures-pièges. \$106 000 — 3 ans

78-0043 (A) Légumineuses à graine (Algérie) — phase II

Institut de développement des grandes cultures, ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire, El-Harrach. Poursuite et élargissement des programmes de sélection et de recherches agronomiques pour l'amélioration des quatre principales légumineuses alimentaires (lentilles, pois chiche, fève et pois de champs) et essais sur le terrain des variétés et des techniques culturales améliorées. \$197 300 — 2 ans

78-0044 (A) Oléagineux (Égypte)

Institut de recherche sur les grandes cultures, Centre de recherches agricoles, Le Caire. Recherche en vue d'améliorer la culture d'oléagineux en Égypte pour produire plus d'huile comestible et comme source de protéines à la fois

pour les hommes et les animaux en mettant au point des cultivars de sésame, de tournesol, de colza et d'arachide possédant les caractères souhaités, adaptés aux différentes régions agro-écologiques du pays, ainsi que des méthodes agronomiques appropriées à cette culture. \$223 000 — 3 ans

78-0045 (A) Sélection variétale (Philippines) — phase II

Université des Philippines à Los Banos, Laguna. Phase II d'une recherche sur les variétés qui permettront d'augmenter le rendement et la production du riz en Asie et surtout étude de grands nombres de génotypes et de phénotypes de variétés sélectionnées provenant des hautes terres (sorgho, niébé, arachide, tomate, ambrérique, patate douce et soja). \$230 900 — 3 ans

78-0046 (A) Cultures résistantes à la sécheresse (CATIE)

Centre de recherches et de formation en agriculture tropicale (CATIE), Turrialba (Costa Rica). Accroître la productivité des systèmes culturaux des petits paysans dans les régions semi-arides de l'Amérique centrale, en identifiant, introduisant et testant de nouvelles variétés et espèces appropriées aux systèmes de culture traditionnelle et en mettant au point des techniques culturales améliorées. \$180 000 — 3 ans

78-0047 (A) Recherche en riziculture (WARDA) — phase II

Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (WARDA), Monrovia (Liberia). Phase II de travaux en cours à Richard Toll/Fanaye, au bord du Sénégal, pour augmenter la production rizicole de cette région et des zones agro-écologiques semblables de l'Afrique de l'Ouest; et plus particulièrement, sélection et expérimentation de variétés de riz possédant les caractères souhaités, enquête sur les pratiques économiques et agronomiques et les problèmes des petits producteurs, et détermination des systèmes optimaux de production rizicole. \$679 000 — 3 ans

78-0048 (A) Légumineuses alimentaire (Turquie)

Direction générale de la recherche agricole, ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Élevage, Ankara. Mise au point de cultivars de lentilles et de pois chiches, à rendement stable et élevé, résistants au froid, aux maladies et à la sécheresse, et faciles à récolter, ainsi que de pratiques agronomiques adoptées aux petits

exploitants et aux différentes zones agroclimatiques de la Turquie. \$255 500 — 3 ans

78-0049 (A) Systèmes cultureux (Thaïlande) — phase II

Département de l'agriculture, ministère de l'Agriculture et des Coopératives (MOAC), Bangkok. Phase II d'une recherche sur l'élaboration d'une technologie appliquée pour les systèmes cultureux et l'établissement d'un programme de recherche coordonné permettant d'augmenter la production et les revenus des petits agriculteurs dans quatre zones rizicoles représentatives du pays où se pratiquent la culture pluviale et la culture semi-irriguée. \$587 700 — 3 ans

78-0050 (A) Systèmes cultureux (Sri Lanka) — phase II

Département d'agriculture, Peradeniya. Phase II d'une recherche sur la création de systèmes plus intensifs et plus productifs de riziculture pluviale et semi-irriguée dans les zones sèches et semi-arides de Sri Lanka. \$195 000 — 3 ans

78-0051 (A) Séchage des oignons (Niger)

Office national de l'énergie solaire (ONERSOL), Niamey. Mise au point de méthodes d'utilisation de l'énergie solaire au Niger pour le séchage des oignons par l'établissement d'un programme de recherche sur l'évaluation des procédés de déshydratation actuels et la conception, la fabrication et l'essai de modèles de séchoirs solaires à usage multiple pour les villages. \$80 700 — 2 ans

78-0053 (A) Systèmes post-récolte (Corée) — phase II

Collège d'agriculture, Université de Séoul, Suweon. Phase II d'un projet sur la mise au point d'un système post-récolte du riz qui réduira les pertes élevées actuelles enregistrées surtout dans les variétés à rendement élevé; en particulier, concevoir, adapter et essayer une batteuse portative pour le paddy et l'orge humides ainsi que des méthodes de séchage sur place du grain à l'aide des sources de chaleur utilisables dans les fermes coréennes. \$103 300 — 2 ans

78-0054 (A) Moulin à sorgho (Soudan)

Centre de recherche alimentaire, Shambat. Déterminer le système de décorticage le mieux adapté au village en effectuant une étude comparative de la valeur technique, économique et d'utilisation et la qualité des produits obtenus à l'aide de divers systèmes de décorticage du sorgho et en testant dans une région productrice de sorgho du Soudan le système le mieux adapté au village. \$137 700 — 2 ans

78-0055 (A) Moulin à riz de village (Thaïlande)

Division du génie agricole, ministère de l'Agriculture, Bangkok. Mise au point et expérimentation d'un moulin à riz de village pouvant être fabriqué sur place; essai et démonstration des prototypes dans la collectivité rurale et encouragement à l'industrie locale pour la construction du modèle de moulin le plus approprié. \$77 500 — 2 ans

78-0056 (A) Fève (Égypte)

Collège d'agriculture, Université d'Alexandrie, Alexandrie. Mise au point de procédés simples et rapides pour évaluer et prévoir la qualité culinaire des variétés de féverole afin d'orienter les efforts des sélectionneurs, des agronomes ou d'autres spécialistes travaillant à l'amélioration des variétés et des procédés d'entreposage. \$105 100 — 3 ans

78-0064 (A) Systèmes cultureux (Bangladesh) — phase II

Institut international de recherches rizicoles (IRRI), Manille (Philippines). Permettre à l'IRRI, en participation avec le BRRI (Institut de recherche sur le riz du Bangladesh) d'administrer la Phase II d'une étude sur la création et l'expérimentation de techniques rizicoles plus productives et plus rentables pour les agriculteurs du Bangladesh et d'autres pays d'Asie. Les essais seront effectués dans six stations expérimentales du BRRI et porteront sur le calcul des rendements des investissements et de la rentabilité de modèles de double et même de triple récolte en irriguée. \$397 000 — 3 ans

78-0065 (A) Classement des bois (Mexique)

Institut de recherches sur les ressources biologiques (INIREB), Veracruz, en collaboration avec la Faculté de génie de l'Université métropolitaine autonome, Mexico. Établissement d'un système de classement du pin pour l'utilisation de celui-ci en construction en Amérique centrale et au Mexique, afin d'optimiser l'exploitation des ressources forestières et de réduire les coûts des charpentes en bois. \$75 300 — 14 mois

78-0073 (A) Technologie forestière (Pacte Andin) — phase II

Commission de l'accord de Carthagène, Lima (Pérou). Phase II d'une recherche sur l'utilisation des espèces de bois tropicaux dans l'industrie de la région andine et particulièrement sur les propriétés de ces bois, les relations entre les défauts et la résistance des éléments de charpente en bois tropical dur et l'analyse et la publication des conclusions techniques de l'étude. \$360 000 — 1 an

78-0078 (A) Transformation de produits alimentaires (Thaïlande)

Ministère de la Coopération technique et économique. Permettre à l'Institut de nutrition de l'Université Mahidol une recherche en vue de déterminer l'utilité et l'acceptabilité dans les villages d'un certain nombre d'aliments nutritifs pour bébés et la valeur des méthodes de production de ces aliments. \$67 400 — 2 ans

78-0085 (A) Orobanche/Striga (Sussex)

Université du Sussex, Brighton (Angleterre). Isoler et identifier l'exsudat des racines de la fève des marais qui provoque la germination des graines de l'orobanche (plante adventice de la fève des marais et d'autres plantes à larges feuilles telles que la lentille, la tomate, la pomme de terre, etc., au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans d'autres régions), et mettre au point et expérimenter sur le terrain des composés germinateurs économiques dans le cadre du programme de lutte contre les adventices. \$88 600 — 2 ans

78-0088 (A) Travaux sur les engrais (IFDC) — phase II

Centre international de développement d'engrais (IFDC), Muscle Shoals (États-Unis). Réaliser la Phase II d'une recherche sur l'efficacité d'engrais phosphatés provenant de sources différentes et traités de plusieurs façons sur des sols de l'Amérique latine tropicale et sub-tropicale en vue d'augmenter la production céréalière et fourragère en accroissant la quantité de phosphate absorbée par les cultures et en améliorant le processus d'assimilation. \$390 800 — 2 ans

78-0090 (A) Aquiculture (Pérou)

Département de pisciculture et d'océanographie de l'Université nationale d'agriculture, La Molina. Élaboration de projets pilotes et démonstration de méthodes pratiques d'élevage pour les trois principales espèces de mollusques existant le long de la côte centrale du Pérou: la moule brune ou choro, le pétoncle ou *senorita*, le solen ou *macha*. \$193 900 — 3 ans

78-0092 (A) Sorgho résistant au froid — phase II

Institut international de recherches sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), Hyderabad (Inde). Poursuite des recherches effectuées par le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), Mexico (Mexique), sur la création de variétés de sorgho à gros grains, à rendement stable et élevé, résistant au froid, et bien adapté aux diverses conditions

climatiques des régions à hiver doux sans gel, particulièrement dans les hautes terres de l'Afrique de l'Est, de l'Asie et de l'Amérique latine et centrale. \$122 500 — 1 an

78-0095 (A) Extension des systèmes culturels (IRRI)

Programme de systèmes culturels, Institut international de recherches rizicoles (IRRI), Manille (Philippines). Augmentation de la production vivrière en Asie du Sud et du Sud-Est en déterminant des systèmes culturels plus productifs basés sur le riz susceptibles de convenir aux petits agriculteurs, et en faisant la démonstration; plus précisément intensifier le transfert des techniques et méthodes à un plus grand nombre de pays d'Asie et de riziculteurs en organisant des services d'orientation, de conseil et d'aide pour la planification et l'exécution de recherches sur les systèmes culturels et en évaluant tous les facteurs agronomiques, économiques et sociaux qui en déterminent l'adoption par les petits paysans. \$619 000 — 3 ans

78-0103 (A) Système de production continue (Colombie)

Fondation pour l'application et l'enseignement des sciences (FUNDAEC). Concevoir, expérimenter et évaluer un système de production continue pour les petits agriculteurs de la vallée Cauca en Colombie et d'autres régions semblables, qui permettrait de diversifier les cultures, de limiter les risques et de répartir le travail des fermiers plus régulièrement afin de mieux répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des populations. \$49 500 — 2 ans

78-0107 (A) Introduction du quinoa (Colombie)

Institut colombien des sciences (COLCIENCIAS), Bogota. Introduire, tester et évaluer, dans les conditions réelles de culture en Colombie, un large éventail de matériel génétique de quinoa (céréale alimentaire indigène des hauts plateaux andins en Amérique du Sud) provenant du Pérou et de la Bolivie, et sélectionner les variétés les plus prometteuses. \$14 800 — 2 ans

78-0110 (A) Traitement du poisson (Philippines) — phase II

Département des sciences et de la technologie alimentaires, Université des Philippines, Los Banos, Laguna. Amélioration des méthodes de séchage du poisson afin d'en assurer la conservation, et plus particulièrement: expérimenter sur le terrain le séchoir mis au point au

cours de la Phase I qui fonctionne au moyen de déchets agricoles (glumes de riz) abondants dans les campagnes; comparer le coût des méthodes modernes aux procédés traditionnels; et mettre au point des mécanismes pour introduire les nouveaux séchoirs et former les petits conserveurs villageois à leur utilisation. \$70 000 — 1½ an

78-0112 (A) Culture intercalaire (Swaziland)

Département de production céréalière, Collège agricole de Swaziland, Université du Botswana et du Swaziland, Luyengo (Swaziland). Recherche portant sur l'amélioration des méthodes de culture intercalaire pratiquées par les petits paysans auto-consommateurs du Swaziland, par la sélection d'associations de cultures à rendement élevé pour les céréales (maïs et sorgho), les légumineuses (niébé, pois du Cap, haricot, ambrérique et arachides), la patate douce et les courges (citrouille) et le coton. \$143 400 — 3 ans

78-0113 (A) Séchoir solaire pour produits agricoles (Sierra Leone)

Département de génie mécanique, Collège Fourah Bay, Université de la Sierra Leone, Freetown. Recherche en vue de réduire les pertes, d'intensifier la production et d'améliorer la qualité du riz et d'autres plantes telles que les pipéracées et le sésame en créant un modèle de séchoir solaire économique et efficace pour les cultivateurs de la Sierra Leone. \$46 800 — 2 ans

78-0114 (A) Technologie post-récolte du riz — NGA (Philippines) — phase II

Office national des grains (NGA). Division de la recherche et des services techniques, Quezon City. Phase II d'une recherche sur la création de méthodes améliorées pour battre, sécher et usiner le riz et d'autres céréales, sur le perfectionnement des procédés de séchage et de mouture convenant aux grains humides de la deuxième ou troisième récolte de variétés à rendement élevé, sur la mise au point et l'essai d'un système d'exploitation technique efficace des installations de stockage en vrac en usage aux Philippines, et sur la création et l'expérimentation d'un vérificateur d'impuretés portatif efficace, précis et fonctionnel. \$135 000 — 2 ans

78-0115 (A) Technologie post-récolte du riz (Indonésie) — phase II

National logistics agency (BULOG), Djakarta. Phase II d'une recherche sur la détermination de méthodes et de machines convenant aux petits paysans de l'Indonésie pour les diverses opérations du système post-récolte, et notamment: améliorer le battage, le pré-séchage, la manuten-

tion et le séchage artificiel, et évaluer l'efficacité économique du séchoir mis au point durant la Phase I, au niveau du rendement et de l'accueil qui lui est fait dans les petites exploitations. \$107 200 — 2 ans

78-0116 (A) Meilleure utilisation du sorgho, du mil et du niébé (Haute-Volta)

Division de l'alimentation et de la nutrition, ministère du Développement rural, Ouagadougou. Élaboration de critères d'évaluation de la qualité des cultivars de sorgho, de mil et de niébé en Haute-Volta, en établissant des modes d'utilisation de ces trois cultures à partir des aliments locaux, en déterminant les caractéristiques physiques et chimiques des graines et l'acceptabilité des nouveaux cultivars par rapport aux variétés traditionnelles. \$77 300 — 2 ans

Communications

75-0063 (S1) (C) Service d'actualité scientifique (Asie), supplément

Fondation de la presse de l'Asie (PFA), Manille (Philippines). Émoluments et frais de retour au Canada de l'éditeur — rédacteur — conseil. \$13 000

Sciences de l'information

75-0130 (S1) (I) AGRIS (Égypte), supplément

Division des sciences de l'information, CRDI. Afin de compenser la hausse des coûts de formation de deux documentalistes travaillant au projet AGRIS (Système d'information international pour la technologie et les sciences agricole) en Égypte, et pour le recrutement d'un troisième documentaliste. \$9900

76-0092 (I) Thésaurus multilingue relatif à l'agriculture

Division des sciences de l'information, CRDI. Pour participer à la préparation d'un recueil multilingue officiel de tous les termes relatifs à l'agriculture afin d'améliorer l'indexage et de faciliter le recouvrement des données d'AGRIS (Système d'information international pour la technologie et les sciences agricoles). \$143 000 — 1½ an

76-0125 (S1) (I) Répertoire des noms de code d'AGRIS pour l'origine des informations, supplément

Division des sciences de l'information, CRDI. Pour le recrutement d'un catalogueur-conseil et d'un opérateur de terminal afin d'entrer les données

recueillies suite aux travaux de préparation d'une liste officielle des collectivités-auteurs pour AG-RIS. \$9600 — 6 mois

76-0129 (I) Cassettes éducatives pour les populations rurales (Brésil)

Fondation éducative Padre Landell de Moura (FEPLAM), Pôrto Alegre. Recherche visant à déterminer l'impact de l'enseignement par cassettes en étudiant les réactions des fermiers participants, afin d'évaluer l'efficacité d'un programme de communication dans la promotion du développement rural. \$188 350 — 26 mois

77-0045 (I) Famille et développement — phase II (1979)

Division des sciences de l'information, CRDI. Continuer la publication du périodique *Famille et Développement* et créer l'Association africaine d'éducation pour le développement (ASAFED), organisme autonome sans but lucratif qui sera chargé de l'édition de la revue. \$100 000 — 1 an

77-0100 (I) Bureau d'information du Sahel

Institut du Sahel, Bamako (Mali). Effectuer les travaux préliminaires pour la création d'un réseau régional de documentation et d'information technique et scientifique. \$359 000 — 3 ans

77-0112 (I) Coopération entre les bibliothèques nationales (Asie du Sud-Est)

Consortium des bibliothèques nationales et des Centres de documentation de l'Asie du Sud-Est (NLDC-SEA), Singapour. Établissement d'un réseau entre les bibliothèques nationales de l'Asie du Sud-Est afin de leur permettre d'échanger la documentation de leurs collections respectives. \$358 600 — 3 ans

77-0127 (I) Centre d'information sur la noix de coco

Conseil de recherche sur la noix de coco, Lunuwila (Sri Lanka). Création d'un centre d'information sur la noix de coco, chargé de recueillir, classer et emmagasiner toute la littérature relative à la noix de coco, et de diffuser l'information sous différentes formes à l'échelle internationale. \$202 000 — 3 ans

77-0151 (S1) (I) Rayonnement d'ISIS et systèmes futurs, supplément

Division des sciences de l'information, CRDI. Procéder au recrutement d'un programmeur-analyste pour le projet précédent, administré par le Centre. \$45 000

77-0161 (I) Service latino-américain de documentation sur la population (DOCPAL) — phase II

Centre latino-américain de démographie (CELADE), Santiago (Chili). Exécution de la Phase II d'un programme d'assistance aux instituts démographiques de certains pays de l'Amérique latine et des Antilles, en vue de leur permettre d'augmenter leurs collections de documentation sur la population, d'étendre et d'accroître les services de DOCPAL au niveau régional et de perfectionner le système informatisé d'entrées. \$333 880 — 16 mois

78-0010 (I) Centre d'information sur l'hygiène

Institut de technologie de l'Asie (AIT), Bangkok (Thaïlande). Établissement d'un centre d'information internationale au profit des ingénieurs, scientifiques et techniciens travaillant dans le domaine de l'hygiène. \$121 700 — 3 ans

78-0012 (I) Système de documentation et d'information démographiques pour l'Afrique (PIDSA)

Institut régional d'études démographiques, Legon (Ghana). Pour établir un Système de documentation et d'information démographiques pour l'Afrique (PIDSA), et dépister, traiter, conserver et recouvrer les documents courants sur la population africaine au sud du Sahara et organiser divers services pour les utilisateurs. \$411 600 — 3 ans

78-0061 (I) Réseau d'information sur la planification (Amérique latine)

Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL), Santiago (Chili). Pour concevoir un réseau d'information pour la planification économique et sociale et réaliser un programme expérimental avec la participation d'une dizaine de pays de l'Amérique latine. \$279 780 — 1 an

78-0062 (I) Documentation pour la production animale (CIEA)

Centre international de l'élevage pour l'Afrique (CIEA), Addis-Abeba (Éthiopie). Formation d'une équipe de documentalistes pour trouver, sélectionner, microfilmer et diffuser auprès des chercheurs africains la littérature non conventionnelle relative à la production animale dans seize pays africains (Burundi, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Ghana, Haute-Volta, Malawi, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Zaïre et Zambie). \$187 350 — 2 ans

78-0094 (I) MINISIS/Pays francophones d'Afrique

Division des sciences de l'information du CRDI. Assurer en français la formation technique des usagers du MINISIS des pays francophones (série de programmes informatisés établis par le CRDI pour le stockage et le rappel de l'information et la gestion des opérations de bibliothèques), en vue de l'introduction du logiciel de MINISIS, corriger les défaillances éventuelles du système dans ces pays, fournir un soutien logiciel et assurer la mise à jour permanente de la documentation en français. \$137 500 — 2 ans

78-0098 (I) Système d'information pour la planification économique et sociale (Antilles)

Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL), Santiago (Chili). Permettre au Centre de documentation des Caraïbes, à Port of Spain (Trinité et Tobago), de promouvoir le développement des services d'information et d'aide à la planification dans la région et de favoriser la coopération entre ces centres en vue d'appuyer les efforts de planification des pays antillais. \$95 177 — 1 an

78-0099 (I) Annuaire des bibliothécaires et des spécialistes de l'information en Asie et en Océanie (ELIPA)

Institut coréen des sciences et de la technologie (KIST), Séoul (Corée). Établir et alimenter une base informatisée de données sur les bibliothécaires et les spécialistes de l'information dans les pays en développement de l'Asie et de l'Océanie, et mettre ce service à la disposition des gouvernements et des institutions de la région. \$25 495 — 3 ans

78-0122 (I) Banque d'informations agricoles pour l'Asie (AIBA) — phase III

Centre régional d'études supérieures et de recherche en agriculture du Sud-Est asiatique (SEARCA), Laguna (Philippines). Renforcement et modernisation du réseau régional d'information sur l'agriculture par l'achèvement de la mécanisation de l'entrée et de la sortie des données, l'amélioration des services offerts aux utilisateurs et le maintien de la représentation d'AGRIIS (Système international d'information sur les sciences et les techniques agricoles) comme centre régional et service de renseignements au profit des pays membres de l'Asie. \$480 480 — 3 ans

78-0126 (I) Système et réseau national d'information (Jamaïque)

Conseil national des bibliothèques, des archives et des services de documentation (NACOLADS), Kingston. Création d'une bibliothèque nationale,

d'un réseau socio-économique et d'un réseau d'information scientifique et technique dans le cadre d'un plan national de coordination de tous les services d'information afin d'utiliser de façon plus économique et plus efficace les ressources limitées. \$300 000 — 3 ans

78-0129 (I) Hématozoaire des oiseaux (Terre-Neuve)

Centre de référence international sur l'hématozoaire des oiseaux, Université Memorial, St. John's (Canada). Préparation d'un index sur les maladies parasitaires et leurs hôtes, et maintien dans les pays en développement des services d'information courants sur l'hématozoaire des oiseaux — parasite des oiseaux vivant dans le sang dont l'étude pourrait servir à de semblables recherches sur les parasites humains transmis par les insectes. \$11 000 — 4 ans

Premier vice-président

77-0036 (SVP) Conseil national de recherche (Égypte)

Conseil national de recherche, Le Caire. Faire l'acquisition d'équipement spécialisé de recherche scientifique pour ses laboratoires. \$202 400 — 1½ an

78-0072 (SVP) Sociétés savantes du Canada — phase III (1979-1980)

Association canadienne d'études africaines (Ottawa); Association canadienne d'études asiatiques (Ottawa); et Association canadienne d'études latino-américaines (Ottawa). Aide aux programmes de ces sociétés savantes, en vue de promouvoir la coopération entre des chercheurs du Canada et des pays en développement. \$132 000 — 2 ans

78-0075 (SVP) Conférence des Nations Unies sur la science et la technologie pour le développement (CNUSTED)

Cabinet du premier vice-président du CRDI. Travaux préliminaires à la Conférence: participation et contribution aux premières réunions, détachement de personnel au Secrétariat de la CNUSTED, organisation d'un symposium au Canada et préparation et publication de documents pour la conférence. \$289 280 — 1½ an

78-0108 (SVP) Développement de la recherche dans le Sahel (Afrique) — phase II

Institut du Sahel, Bamako (Mali). Poursuivre l'aide aux pays du Sahel en définissant une politique de coordination et de supervision des travaux de recherche et de formation, en établissant les

conditions pratiques de démarrage de l'Institut du Sahel en fonction de l'orientation des premiers programmes de recherche et de formation, et en prolongeant le détachement d'un expert auprès de l'Institut. \$143 500 — 15 mois

78-0111 (SVP) Société Royale du Canada/Fondation internationale des sciences (1979)

Pour permettre à la Société Royale du Canada de continuer son apport à la Fondation internationale des sciences de Stockholm (Suède) en vue d'aider de jeunes chercheurs à mener des recherches biologiques liées au développement de leur pays. \$200 000 — 1 an (1979)

Ressources humaines

Perfectionnement des ressources humaines

Pour le maintien du programme du bourses visant à encourager et aider des chercheurs à accroître leur compétence par la formation et la recherche dans le domaine du développement. \$1 800 000 — 1 an (Voir programme détaillé dans section des ressources humaines).

77-0135 (HR) Bourses Pearson

Programme des ressources humaines du CRDI. Continuation en 1979 du programme des bourses Pearson visant à aider au développement des ressources humaines dans les pays du Tiers-Monde en permettant à de jeunes scientifiques remarquables de poursuivre leur carrière au Canada et de connaître le pays en effectuant quelques voyages. \$472 000 (1979-1980)

77-0135 (S1) (HR) Bourses Pearson — supplément

Programme des ressources humaines, CRDI. Couvrir l'augmentation des frais de fonctionnement du programme des bourses Pearson qui a pour but d'aider de jeunes professionnels des pays en voie de développement. \$172 400 — 2 ans

Sciences de la santé

74-0021 (S1) (H) Nouvelles méthodes d'élimination des déchets (Tanzanie), supplément

Pour financer l'organisation d'un séminaire-cours de formation au profit des chercheurs et des

agents des services sanitaires pour discuter des résultats du projet, et pour couvrir les frais de retour au pays du consultant canadien attaché au projet. \$5371.74

77-0019 (S1) (H) Approvisionnement en eau et hygiène (Cohen), supplément

Permettre à M. Myer Cohen de poursuivre ses consultations et ses discussions avec le Conseil des gouverneurs et les cadres du Centre sur l'orientation des activités dans le domaine de l'action sanitaire et de l'adduction d'eau en milieu rural. \$19 500

78-0014 (H) Sous-produits de l'huile de palme (Malaysia)

Département de l'environnement, ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement, Kuala Lumpur, et l'Institut asiatique de technologie (AIT), Bangkok (Thaïlande). Recherche approfondie sur les procédés de traitement des eaux usées pouvant convenir aux huileries. \$84 600 — 1 an

78-0015 (H) Utilisation des excréments (Guatemala)

Centre méso-américain d'études sur la technologie appropriée (CEMAT), Guatemala; Centre d'étude des techniques appropriées (CETA), Guatemala; et la Station expérimentale de technologie appropriée (ICADA-CHOQUI) de Quetzaltenango. Mise au point des méthodes d'utilisation des excréments humains, peu coûteuses et d'application facile, pour les communautés indiennes du Guatemala. \$128 240 — 1½ an

78-0016 (H) Technologie du pompage de l'eau (Global)

Ministère du Développement hydraulique, Nairobi (Kenya); Institut asiatique de technologie (AIT), Bangkok (Thaïlande); et Institut pour la petite entreprise (ISSI), Quezon (Philippines). Pour des essais dans les conditions réelles d'emploi d'une nouvelle pompe à eau mise au point à l'Université de Waterloo, au Canada. \$271 560 — 2 ans

78-0017 (H) Services sanitaires autonomes (Mozambique)

Direction nationale du logement du ministère des Travaux publics et du Logement, Maputo. Études des différents procédés de traitement et de récupération des excréments humains et des ordures ménagères dans les établissements urbains de squatters, et recherche d'une solution pour l'aménagement de latrines dans les communautés à faible revenu. \$52 550 — 2 ans

78-0018 (H) Énergie éolienne pour le pompage (Botswana)

Promotion de l'industrie rurale (RIP), Gaborone. Essais sur le terrain d'un système de conversion de l'énergie éolienne pour le pompage de l'eau contenue dans les nappes situées entre 60-100m et entre 10-20m. \$51 360 — 2 ans

78-0019 (H) Gestion des eaux (Soudan)

Université de Khartoum. Recherche sur les aspects économique et social de l'adduction d'eau au Soudan et présentation de recommandations pour en rationaliser la gestion grâce à une meilleure utilisation du potentiel local et à la participation de la population au programme national d'adduction d'eau dans les campagnes. \$75 130 — 2 ans

78-0020 (H) Centres de santé ruraux (Papouasie et Nouvelle-Guinée)

Collège des sciences de la santé, Madang. Recherche sur les services de santé en milieu rural en effectuant un sondage sur les attentes de la population à cet égard, en testant des modifications aux services actuels visant à augmenter la participation de la communauté, et en créant un système d'information qui permettrait le contrôle et l'ajustement continu des programmes de santé aux besoins communautaires. \$118 600 — 3 ans

78-0021 (H) Inhibition de la spermatogénèse (Chili)

Centre national de la famille (CENAF), Santiago; et université Queen, Kingston (Canada). Étude de l'aspect immunologique de certaines enzymes essentielles à la fécondation afin de découvrir des mécanismes inhibiteurs de leurs fonctions. \$128 005 — 30 mois

78-0022 (H) Service de consultation pour les soins de santé (Indonésie)

Fondation Atma Jaya, Djakarta. Évaluation des ressources et des problèmes de santé de la population du district Penjarangan de Djakarta, afin de mettre au point un programme de santé rationnel et bien coordonné des services de consultation pour les établissements privés et publics du district. \$51 600 — 30 mois

78-0028 (H) Technologie sanitaire (Zambie)

Office national du logement (NHA), Lusaka. Inventaire et évaluation des systèmes actuels de traitement de déchets humains en Zambie en fonction de leur adéquation aux différentes conditions socio-économiques et géophysiques des banlieues en vue de déterminer des techniques sanitaires économiques appropriées et

d'en établir les critères de conception et de fonctionnement. \$25 090 — 6 mois

78-0029 (H) Nouvelles méthodes d'élimination des déchets humains (Tanzanie) — phase II

Conseil national de recherche scientifique de Tanzanie; Centre médical Muhimbili de l'Université de Dar es Salaam. Poursuivre les observations et l'évaluation de l'efficacité de différents types de toilettes-compost mis au point au cours de la Phase I du projet. \$10 960 — 2 ans

78-0037 (H) Hygiène de l'environnement (Thaïlande)

Société thaïlandaise de recherche scientifique appliquée (ASRCT), Bangkok; et Faculté de médecine tropicale, Université Mahidol, Bangkok. Élaboration de lignes directrices pour les programmes sanitaires en vue de modifier les conditions des établissements de squatters de Bangkok pour améliorer la santé de ces populations, en se fondant sur les données relatives à l'environnement et aux conditions physiques et socio-économiques. \$47 300 — 1½ an

78-0057 (H) Carrières d'infirmière (Corée)

Association des infirmières de Corée, Séoul. Études des différentes carrières offertes aux infirmières afin de proposer de nouvelles directions et de faire des suggestions pour le perfectionnement du personnel sanitaire national et pour la planification des services. \$30 500 — 1 an

78-0067 (H) Besoins sanitaires (Bolivie)

Centre de planification et de coordination de la recherche scientifique et technologique des universités de la Bolivie (CPCICT), La Paz. Permettre au Département de santé publique de l'université San Andres, à La Paz, et au Département de la santé publique de l'université San Simon, à Cochabamba, de faire l'inventaire des problèmes de santé dans différentes régions géographiques et ethniques de la Bolivie et des moyens existants pour les résoudre, d'analyser les coûts des services de santé et de déterminer dans quelle mesure la population y recourt. \$117 148 — 1½ an

78-0068 (H) Effets secondaires de la stérilisation (Mexique)

Institut de recherche scientifique de l'université Juarez de l'État du Durango. Déterminer les effets produits par différentes techniques de ligature des trompes sur les fonctions ovariennes et le cycle menstruel des Mexicaines, en vue d'élaborer des

recommandations pour l'application du Programme national de planning familial au Mexique. \$47 780 — 2 ans

78-0069 (H) Lutte contre la dengue hémorragique (Indonésie)

Centre de recherche biomédicale, Institut national de recherche et de développement sur la santé, Djakarta. Observer le développement de la dengue hémorragique dans certaines régions d'Indonésie afin d'approfondir le lien existant entre le sérotype de virus transmis et la gravité de la maladie. \$137 500 — 3 ans

78-0070 (H) Recherches sur les maladies tropicales III (Global)

Organisation mondiale de la santé (OMS), Genève (Suisse). Maintien de l'aide au Programme de formation et de recherche sur les maladies tropicales, en vue de trouver des moyens plus efficaces de lutte contre ces maladies et de renforcer le potentiel de recherche dans les pays d'endémies. \$75 000 — 1 an

78-0071 (H) Révision du code déontologique OMS/CIOMS (Global)

Organisation mondiale de la santé (OMS), Genève (Suisse), en collaboration avec le Conseil des organisations internationales des sciences médicales (CIOMS), Genève. Élaborer des lignes directrices pour l'établissement de procédures déontologiques au niveau national dans les pays en développement et que les gouvernements et les institutions peuvent appliquer lorsqu'ils participent à des recherches expérimentales sur les humains. \$80 000 — 26 mois

78-0082 (H) Technologie du pompage de l'eau (Malaysia)

Département de génie mécanique, Université de Malaya, Kuala Lumpur. Essais et perfectionnement d'une pompe à eau dont la fabrication et l'entretien peuvent être assurés par des Malaisiens à partir des ressources locales. \$67 570 — 2 ans

78-0096 (H) Recherche en contraception (Global)

Comité international de la recherche en contraception (ICCR), Population Council, New York (États-Unis). Poursuite de la recherche sur la création de contraceptifs, spécialement dans les secteurs les plus avancés tels que: implant de progestérone femelle, anneau vaginal, dispositif intra-utérin libérant des stéroïdes, stérilet de cuivre en forme de T, inhibition du sperme, immunisation passive; et entreprendre des études pour

identifier la possibilité de nouvelles méthodes contraceptives. \$1 725 000 — 3 ans

78-0097 (H) Gestion des déchets (Thaïlande)

Institut asiatique de technologie (AIT), Bangkok. Évaluation de plusieurs procédés de gestion de déchets adaptés aux populations rurales et urbaines de la Thaïlande, y compris le ramassage, la destruction et le recyclage des déchets, et notamment: mettre au point des critères de conception et de fonctionnement de différents procédés de traitement; examiner la possibilité de récupérer les déchets pour nourrir des poissons; évaluer les niveaux de transfert des pathogènes dans diverses méthodes de traitement des déchets; et calculer le coût de chaque procédé. \$130 800 — 2 ans

78-0102 (H) Gastro-entérite/INCAP (Guatemala) — phase II

Organisation panaméricaine de la santé (OPAS), Washington DC (États-Unis). Permettre à l'Institut de nutrition d'Amérique centrale et de Panama (INCAP), à Guatemala, de mettre en place un programme d'éducation sanitaire pour améliorer les pratiques d'hygiène, surtout des mères de familles rurales, en vue de limiter la fréquence et les effets des gastro-entérites dans la communauté en interrompant le cycle fécal/oral de contamination \$372 900 — 2 ans

78-0105 (H) Expérimentation d'une pompe manuelle (Sri Lanka)

Lanka Jatika Sarvodaya Shramadana Sangamaya (Inc.), Moratuwa. Expérimenter et améliorer une pompe manuelle pouvant être fabriquée sur place, installée dans des puits creusés à la main et dont l'entretien peut être assuré par les villageois. \$50 000 — 2 ans

78-0125 (H) Rotavirus/INCAP (Guatemala) — phase II

Institut de nutrition d'Amérique centrale et de Panama (INCAP), Guatemala. Phase II d'une recherche sur les infections rota-virales, leurs origines, caractéristiques et modes d'action et leur rapport avec les maladies diarrhéiques et d'autres infections chroniques. \$80 000 — 1½ an

78-0128 (H) Soins à domicile (Corée)

Département des soins de santé et d'hygiène communautaires, Institut de recherche sur les soins sanitaires, université Yonsei, Séoul. Évaluer le programme de soins donnés à domicile, établi par le Département des soins de santé communautaires au Wanju Christian Hospital situé dans la province de Kon Won, et déterminer dans quelle mesure il répond aux besoins de patients

ruraux et semi-urbains et permet de dépister les problèmes de santé dans les familles de malades traités. \$25 000 — 1½ an

78-0132 (H) Services de santé en milieu rural (Sri Lanka)

Université de Sri Lanka, Faculté de médecine, Division de l'enseignement de la médecine, Peradeniya. Détermination de l'état de santé de trois communautés rurales de Sri Lanka en vue d'évaluer la formation des aides-soignants (AMP) et leur rendement subséquent dans la distribution des soins de santé. \$8150 — 1½ an

78-0134 (H) Eaux fluorifères des campagnes kényennes

Départements de génie civil et de chirurgie dentaire de l'Université de Nairobi, en collaboration avec le ministère de l'Hydraulique, Nairobi. Établir une carte nationale des taux de fluorure dans les cours d'eau et les nappes souterraines du Kenya, déterminer les effets de la fluorose sur les populations — particulièrement dans les zones où les eaux d'alimentation sont à forte teneur en fluorure. — et évaluer la possibilité de défluorer ces eaux avec le procédé Nalgonda ou une adaptation de cette technique. \$28 810 — 2 ans

Sciences sociales

74-0130 (S) Études sur la politique technologique en Amérique centrale

Conseil national de planification économique, Guatemala (Guatemala); ministère du Plan, San Salvador (El Salvador); Conseil national de planification économique, Tegucigalpa (Honduras); Banque centrale du Nicaragua, Managua; Conseil national de la recherche scientifique et technologique (CONICIT), San José (Costa Rica); et ministère du Plan et de la Politique économique, Panama (Panama). Inventaire et analyse des facteurs influant sur la politique technologique de chaque pays aux niveaux sectoriel, régional et national, et élaboration de plusieurs scénarios de politique technologique régionale et nationale susceptibles de contribuer plus efficacement au développement. \$394 000 — 2 ans

76-0004 (S1) (S) Instruments des politiques scientifiques et techniques (STPI) — phase II (supplément)

Division des sciences sociales et des ressources humaines, CRDI. Pour couvrir la hausse des coûts des réunions et pour publier une version française

de la principale étude comparative STPI effectuée dans le cadre d'un projet visant à diffuser les résultats d'une recherche sur la politique scientifique et technique. \$90 000

76-0009 (S1) (S) Participation économique des femmes (Amérique latine), supplément

Centre d'études démographiques, Buenos Aires (Argentine); Centre d'études sociologiques du Paraguay, Asunción; et le Centre de recherche sociale, La Paz. Mise à jour du rapport bolivien ainsi que préparation et publication du rapport complet des résultats des études de tous les participants sur la nature et l'étendue de la participation économique des femmes. \$12 500

76-0044 (S1) (S) Groupe international d'étude sur la population et le développement, supplément

El Colegio de Mexico, Mexico. Continuer à financer le Groupe international d'étude sur la population et le développement afin qu'il puisse organiser le dernier séminaire régional prévu avec les planificateurs et les enquêteurs et terminer la rédaction des rapports finals. \$16 240

76-0096 (S1) (S) Petite entreprise manufacturière (Asie), supplément

Université de Hong Kong. Détermination du rôle des petites entreprises dans le processus de développement et évaluation de l'aide gouvernementale qui leur est accordée. \$10 050

76-0123 (S1)(S) Réforme agraire (Pérou), supplément

Institut d'études péruviennes, Lima. Diffusion des résultats et des recommandations d'une étude sur l'appréciation de la réforme agraire au Pérou. \$23 000

77-0090 (S) Modernisation de l'agriculture et main-d'oeuvre en milieu rural (Brésil)

Centre brésilien d'analyse et de planification (CEBRAP). Sao Paulo. Étude du développement accéléré du secteur agricole, de sa relation avec le développement économique général du Brésil et des effets possibles sur le marché de l'emploi. \$80 000 — 1 an

77-0118 (S) Études agro-économiques au niveau du village (Afrique occidentale)

Institut international de recherche sur les cultures des régions tropicales semi-arides (ICRISAT) Hyderabad (Inde). Détermination des obstacles socio-économiques et autres au développement des régions tropicales semi-arides de l'Afrique de l'Ouest et évaluation des moyens techniques et institutionnels permettant de résoudre ces prob-

lèmes, en effectuant d'abord un certain nombre d'études au niveau des villages dans des zones agro-climatiques soigneusement choisies. \$500 000 — 2 ans

77-0129 (S) Relocalisation et repeuplement (Soudan)

Conseil de recherches sociales et économiques (ESRC) du Conseil national de recherche (NCR), Khartoum. Étude sur le processus du repeuplement, et notamment sur l'aspect de la planification, de l'administration et de l'organisation de ce processus. \$31 000 — 1 an

77-0130 (S) Incidence de la politique agricole sur l'emploi (Amérique centrale)

Institut centraméricain d'administration des entreprises (INCAE), Managua (Nicaragua); Office national de planification du gouvernement du Honduras, Tegucigalpa; et la Academia de Centro America, San José (Costa Rica). Étudier les micro-facteurs déterminant l'offre et la demande de main-d'œuvre dans les secteurs agricoles de chaque pays; dégager et analyser l'interaction des politiques nationales qui influent sur l'emploi de la main-d'œuvre dans la production de certaines cultures domestiques et d'exportation. \$180 000 — 1 an

77-0131 (S) Aménagement de terrains et évaluation des services — phase II

Fondation salvadorienne de développement et d'habitation à prix modéré, San Salvador (El Salvador); et ministère de l'Administration locale et du Logement, Lusaka (Zambie). Poursuite d'une recherche sur l'évaluation des programmes d'aménagement des parcelles et de services dans les pays intéressés, appréciation de leur impact sur les populations concernées et préparation des données susceptibles d'assurer la réalisation efficace de ces projets et l'élaboration de principes de gestion rationnels pour ces programmes. \$300 000 — 22 mois

77-0132 (S) Institut de recherches pour une politique internationale de l'alimentation (IFPRI) — phase II

Institut de recherches pour une politique internationale de l'alimentation (IFPRI), Washington (E.-U.). Pour continuer l'analyse des problèmes de la politique mondiale de l'alimentation. Cette subvention supplémentaire permettrait à l'IFPRI de déterminer les moyens d'augmenter la production alimentaire du monde, de définir et faire connaître les actions à accomplir pour accroître de façon constante la qualité et la quantité des vivres, et de diffuser, à partir d'une base de données élargie et de l'analyse objective

de la situation, l'information requise sur les moyens et les voies de solutions des problèmes alimentaires. \$2 000 000 — 2 ans

77-0134 (S) Centre national de Solo Pamong (Indonésie)

State University of Surakarta, Solo. Phase initiale de l'établissement d'un centre de recherche et de développement de l'enseignement qui aura pour mission d'étendre au niveau national le système d'apprentissage par modules PAMONG visant à généraliser, à un coût raisonnable, l'enseignement primaire public. \$145 500 — 2 ans

77-0138 (S) Comportement des ménages et démographie (Asie)

Université de Dacca (Bangladesh); Université Kalyani du Bengale-Occidental, Kalyani Nadia (Inde); Conseil de développement social, New Delhi (Inde); Université Sri Venkateswara, Andhra Pradesh (Inde); et Université de Malaya, Penang (Malaysia). Recherche de nouvelles données sur l'organisation des ménages en milieu rural, leur adaptation à l'évolution sociale et technologique et l'impact de l'adaptation sur la fécondité et la croissance démographique. \$280 000 — 2 ans

77-0141 (S) Organisation scientifique de la recherche (Asie) — phase II

Centre régional d'études supérieures et de recherche en agriculture du Sud-Est asiatique (SEARCA), Laguna (Philippines). Pour coordonner les équipes de recherche travaillant dans sept pays d'Asie à la réalisation de la Phase II d'un projet visant à renforcer le potentiel en administration de la recherche pour aider l'agriculture moderne en Asie; et plus particulièrement, pour mieux comprendre la dynamique de la recherche en agriculture, institutionnaliser la formation de directeurs de la recherche et assurer une meilleure communication entre les systèmes de recherche agricole en Asie. \$290 000 — 3 ans

78-0002 (S) Politique de développement frontalier (Brésil)

Centre de développement et de planification régionale (CEDEPLAR), Buenos Aires. Recherche sur l'évolution sociale et économique provoquée par l'afflux de colons et d'investissements dans la région frontalière de Sao Félix do Xingu, au Brésil, et comparaison de la politique d'expansion suivie dans cette région avec celles appliquées dans d'autres zones. \$43 000 — 1 an

78-0003 (S) Recherche-cadre sur la performance des écoles maternelles et primaires (Amérique latine)

Conseil de recherche et de développement de l'éducation (CIDE), Santiago (Chile). Étude de

l'impact sur le cours primaire de l'enseignement dispensé dans les maternelles. \$24 900 — 10 mois

78-0004 (S) Mortalité infantile (Afrique occidentale)

Institut de formation et de recherche démographique (IFORD), Yaoundé (Cameroun); et Institut national de la statistique et de l'analyse économique, Cotonou (Bénin). Effectuer une série d'études sur le calcul des taux de mortalité infantile et les facteurs environnementaux, culturels et économiques déterminants dans plusieurs régions rurales et urbaines de l'Afrique de l'Ouest (Congo-Brazzaville, Bénin, Tchad, Haute-Volta et Cameroun); mettre au point des méthodes de calcul appropriées à la région; produire des données précises en vue de l'élaboration de politiques; et former des spécialistes à ce type de recherche. \$168 567 — 2 ans

78-0009 (S) Aide aux universitaires (CLACSO)

Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO), Buenos Aires (Argentine). Recherche de solutions aux "situations critiques" dans lesquelles se trouvent les spécialistes des sciences sociales de certains pays de l'Amérique latine qui ne peuvent, pour des raisons politiques, exercer leur profession dans leur pays d'origine ou de résidence, en vue de prévenir l'exode de ces spécialistes, de faciliter le repatriement des diplômés latino-américains qui ont étudié à l'étranger et de renforcer les institutions de sciences sociales dans la région. \$100 000 — 2 ans

78-0013 (S) Fécondité et planification familiale (Sierra Leone)

Collège Njala de l'Université de la Sierra Leone, Freetown. Effectuer une étude sur les taux de fécondité, analyser les données actuelles sur la régulation des naissances, et émettre et tester des hypothèses sur l'évolution de la fécondité en milieu rural. \$24 000 — 1½ an

78-0025 (S) Études sur les politiques technologiques dans les Antilles — phase II

Institut d'études en développement, Université de Guyane, à Georgetown; et Institut de recherches socio-économiques, University of the West Indies, Kingston (Jamaïque). Phase II d'un projet sur l'étude de la politique technologique et le transfert de la technologie dans les Antilles, visant en particulier à analyser le potentiel technologique de deux ou trois secteurs économiques, à établir les objectifs éventuels desdits secteurs, à examiner le

processus de la politique scientifique et technique, et à déterminer les objectifs concrets pour la planification d'un secteur donné. \$390 000 — 30 mois

78-0038 (S) Dynamique de la migration interne (Asie du Sud-Est)

Division des sciences sociales du CRDI. Application du Programme de bourses de recherche sur les problèmes de population dans le contexte du développement (RAPPID) par le Bureau régional pour l'Asie, en vue d'établir des réseaux de recherche sur la population et les problèmes de développement de la région sud-asiatique, au niveau local et provincial. Les premières bourses seront consacrées à des études sur les conséquences de l'émigration rurale dans certaines parties de la Thaïlande, de la Malaysia, de l'Indonésie et des Philippines. \$40 480 — 1½ an

78-0052 (S) Étude comparative en matière d'apprentissage professionnel (Amérique latine)

Centre de recherche et de développement de l'éducation (CIDE), Santiago (Chili). Examen des systèmes d'apprentissage professionnel dans six pays d'Amérique latine (Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Pérou et Venezuela) en vue de faire des recommandations sur les politiques à adopter pour que ces systèmes donnent un rendement maximal de façon à contribuer à la solution des problèmes de chômage et de défection scolaire. \$49 970 — 1½ an

78-0060 (S) Développement agricole (Chili)

Département d'économie agricole, Université catholique du Chili, Santiago. Recherche sur l'évolution de la production agricole relativement au volume, au lieu de production et à la nature des produits; sur l'emploi, la répartition et les fluctuations du revenu réel des fermiers à la suite du changement de politique économique intervenu en 1974 dans le secteur agricole chilien, en vue de tirer des conclusions et de formuler des recommandations applicables immédiatement en matière de politique agricole dans les pays en développement à économie de marché. \$105 000 — 2 ans

78-0074 (S) Programme régional de formation et de recherche de l'ADC (Asie), 1979

Conseil de développement agricole (ADC), New York (É.-U.) Prolongement de l'assistance au Programme régional de recherche et de formation (Asie) établi pour aider les universités et les institutions d'État à satisfaire les demandes croissantes de formation et de recherche en Asie et pour favoriser les échanges professionnels entre les jeunes scientifiques. \$310 000 — 1 an (1979)

78-0076 (S) Institut Nord-Sud — phase II
Institut Nord-Sud, Ottawa (Canada). Poursuite d'une recherche et d'une analyse objectives en matière de développement international, dans une perspective canadienne, et spécialement sur les relations économiques, politiques et culturelles entre le Nord (les pays industrialisés) et le Sud (nations en voie de développement). \$375 000 — 3 ans

78-0077 (S) Changement technologique dans le secteur de la métallurgie et de la fabrication de machines (Amérique latine)

Banque interaméricaine de développement (BID) et Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL), Buenos Aires (Argentine). Recherche visant à définir les choix techniques offerts au secteur de la métallurgie dans certains pays de l'Amérique latine; à montrer comment sont effectués les choix, l'adoption, l'utilisation et la diffusion des différentes techniques; à établir la relation entre la décision d'investir, le choix technique, l'évolution technique et la productivité des marchés intérieurs et internationaux; et à faire des recommandations pour l'élaboration d'une politique sectorielle et nationale de développement de la métallurgie et de la fabrication des machines en Amérique latine. \$300 000 — 3 ans

78-0079 (S) Diffusion des programmes scolaires (Sierra Leone)

Njala University College, University of Sierra Leone, Freetown. Analyse des innovations introduites dans les programmes scolaires de base actuels, en anglais, mathématiques, études sociales et science, au niveau du cours secondaire, afin de déterminer les variables qui influent sur l'adoption et la diffusion de nouveaux programmes. \$24 500 — 3½ ans

78-0080 (S) CODESRIA — Réseaux de sciences sociales en Afrique — phase II

Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA), Dakar (Sénégal). Poursuivre l'inventaire de la recherche en sciences sociales touchant à l'élaboration des politiques et continuer à l'encourager; publier et diffuser les résultats des travaux; et promouvoir une meilleure communication et collaboration entre les institutions et les chercheurs des divers groupes linguistiques et régions géographiques de l'Afrique. \$155 000 — 3 ans

78-0086 (S) Aspects économiques du tourisme (Asie)

Université chinoise de Hong Kong; Département d'économie de l'université Chung-Ang (Corée);

Groupe consultant sur la recherche et le développement, Katmandou (Népal); Institut asiatique du tourisme de l'Université des Philippines; et Campus Vidodaya de l'Université de Sri Lanka. Recherche visant d'une part à décrire et apprécier le tourisme dans chaque pays en tant qu'activité économique par rapport aux autres activités rapportant des devises étrangères et d'autre part, à effectuer une analyse détaillée du secteur du tourisme pour formuler des recommandations sur l'utilisation la plus efficace possible des profits économiques. \$290 000 — 2 ans

78-0087 (S) Législation sur l'investissement (Jordanie)

Société scientifique royale, Amman. Permettre à son Département de l'économie d'apprécier le programme d'encouragement à l'investissement mis en place par le gouvernement de la Jordanie, en vue de déterminer l'impact produit par des stimulants fiscaux, tels que dégrèvements d'impôt et autres facilités financières, sur le développement, par l'investissement, de l'industrie et de l'agriculture. \$19 800 — 1 an

78-0093 (S) Marchés financiers ruraux

Université de Corée, Séoul; Université de Malaya, Kuala Lumpur; et Conseil technique du crédit agricole, Manille (Philippines). Analyse des mécanismes des marchés financiers ruraux dans chaque pays intéressé au niveau de la macro et de la micro-finance, en vue de recommander des programmes et des politiques efficaces de développement financier rural et particulièrement de: définir et évaluer les caractéristiques des marchés financiers ruraux dans ces pays, examiner les habitudes d'épargne des foyers, analyser le comportement des prêteurs dans les marchés officiels et officieux de crédit rural, et mettre au point et proposer des politiques d'intégration des divers éléments du système financier actuel. \$228 000 — 1½ an

78-0100 (S) Emploi et répartition de la population (Uruguay)

Centre d'information et d'études de l'Uruguay (CIESU), Montevideo. Mettre sur pied un programme de recherche pour juger de l'influence des récentes politiques du gouvernement et des établissements de crédit et coopératives de commercialisation non publics sur le développement de l'agriculture, l'emploi et les mouvements de population. \$49 000 — 2 ans

78-0109 (S) Étude corrélationnelle des causes de la mortalité en milieu rural (Argentine)

Centre d'étude sur la population (CENEP), Buenos Aires. Étude des corrélations entre les

facteurs sociaux, économiques et sanitaires de la mortalité dans une région rurale de l'Argentine, et utilisation des données recueillies pour évaluer l'intérêt de l'information actuelle et la qualité des méthodes de collecte de données utilisées pour le calcul des taux de mortalité. \$26 700 — 1 an

78-0117 (S) Emploi, migration et production des petits agriculteurs (Chili)

La Academia de Humanismo Cristiano, Santiago. Analyse de l'évolution du secteur agricole chilien au sein de l'économie nationale depuis 1973, en particulier dans les domaines de la migration saisonnière, de l'emploi, du revenu et de la productivité des petits agriculteurs, en vue d'évaluer l'impact des politiques de développement agricole. \$85 000 — 2 ans

78-0118 (S) Conservation des connaissances acquises à l'école primaire

Education Program Implementation Task Force (EDPITAF), ministère de l'Éducation, Manille (Philippines). Déterminer le volume des connaissances en langue et en calcul qui sont définitivement acquises à l'école primaire, au moyen de tests permettant de découvrir s'il existe un "seuil" de scolarisation, d'identifier les principales variables intervenant dans le maintien des connaissances acquises à l'école et d'établir les données indispensables à la formulation d'une politique dans ce domaine. \$120 000 — 1½ an

78-0119 (S) Culture et fécondité (Asie du Sud-Est) — phase II

Institut d'études du Sud-Est asiatique (ISEAS), Singapour, en participation avec des institutions d'Indonésie, de Malaysia, des Philippines, de Singapour et de Thaïlande. Exécuter la Phase II d'une recherche sur les variables reliant les facteurs ethniques à la fécondité dans chaque pays; et notamment: déterminer la possibilité d'étendre à l'ensemble de la région les généralisations formulées pour les différents groupes ethniques; évaluer les implications des résultats de la recherche en ce qui concerne l'élaboration de politiques; et permettre à de jeunes enquêteurs d'acquérir de l'expérience dans un programme de recherche plus ambitieux. \$162 250 — 2 ans

78-0120 (S) Efficience pédagogique (Nigeria)

Conseil des examens pour l'Afrique occidentale, Division de la recherche et développement des examens, Lagos. Établissement, pour le Nigeria, d'une méthode systématique d'analyse du rôle de l'enseignant dans les premières années d'études, et élaboration d'une méthode fiable et peu coûteuse de contrôle et de perfectionnement des enseignants qui pourrait être reprise par d'autres pays mettant en oeuvre des programmes d'enseignement public. \$117 500 — 2 ans

78-0121 (S) Bilan des recherches sur la politique des programmes de repeuplement (Amérique latine)

Centre démographique régional (CCRP) Bogota (Colombie). Élaborer une perspective et un bilan régionaux pour la répartition des populations et les politiques de repeuplement, leur mise en oeuvre et leur impact sur l'Amérique latine; diffuser les résultats de l'étude, en analysant les rapports de la recherche déjà effectuée dans la région sur la "Politique de répartition de la population (Amérique latine)" et préparer des rapports de synthèse sur des sujets particuliers à l'intention des fonctionnaires, des planificateurs et du grand public de la région. \$83 000 — 2 ans

78-0123 (S) Étude de l'interaction entre éducation pré-scolaire et enseignement primaire (Amérique latine)

Centre de recherche et de développement de l'éducation (CIDE), Santiago (Chili). Recherche visant à découvrir l'influence de l'éducation pré-scolaire sur le rendement des élèves du cours primaire dans quatre pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Chili et Colombie); en particulier pour: déterminer d'une part l'incidence des diverses formes de fréquentation pré-scolaire sur les attitudes et les résultats obtenus en première année du cycle primaire et d'autre part les connaissances tant générales que spécifiques acquises au niveau pré-scolaire; et analyser le rôle de l'éducation pré-scolaire dans la réduction éventuelle du redoublement ou de l'abandon des études, ainsi que l'influence essentielle des attitudes et du comportement de l'enseignant au stade pré-scolaire et au début du primaire. \$196 000 — 1½ an

Projets préliminaires aux programmes

Au cours de l'exercice 1978-1979, le Centre a déboursé \$1 287 191 pour couvrir les frais de 156 projets préliminaires aux programmes des divisions. Ces activités, dont les coûts sont en général relativement modestes, se répartissent essentiellement en deux groupes:

Les services d'experts-conseils, retenus pour une courte période en vue de la préparation de projets déterminés ou pour conseiller le Centre sur des sujets particuliers dans l'organisation de son programme d'ensemble; et

Les réunions, séances de travail et colloques, organisés soit en vue de projets précis, soit pour réunir des scientifiques des pays en développement afin d'explorer de nouvelles possibilités pouvant se concrétiser par des projets.

À titre d'exemple de ces programmes, fort variés et bien trop nombreux pour être tous énumérés ici, citons:

- l'étude préliminaire par un expert sylvicole malaysien des plantes asiatiques employées dans l'industrie du rotin dans le but de recenser les domaines de recherche prioritaires pour cette importante industrie;
- la participation de pays en développement à un atelier de travail tenu à Iloilo, aux Philippines, pour faire la démonstration de divers genres de cages flottantes et d'autres modes d'élevage pratiqués en pisciculture;

- l'aide à l'Institut ontarien des études pédagogiques pour lui permettre de réaliser sur les objectifs et les travaux de CRDI, une série de programmes enregistrés qui seront distribués dans les écoles canadiennes et étrangères;
- permettre à 14 scientifiques d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient d'assister au XI^e congrès de la Société internationale de science pédologique tenu, à Edmonton, sur les systèmes d'utilisation maximale du sol;
- payer le voyage en Afrique de deux chercheurs participant à un projet subventionné par le Centre sur les entreprises publiques aux Antilles pour qu'ils servent de personnes-ressources à un séminaire pour les gestionnaires d'entreprises publiques africaines;
- une réunion à Bogota (Colombie) de spécialistes de 15 instituts de recherche latino-américains dans le but de discuter des problèmes en gestion de développement et d'établir des priorités de recherche;
- réunir des chercheurs asiatiques et africains pour décider d'une méthodologie commune pour l'expérimentation dans leurs pays d'une pompe à bras peu coûteuse mise au point avec l'appui financier du CRDI;
- la participation des représentants de six organisations de pays en développement à un séminaire international sur la diffusion sélective de l'information afin qu'ils en discutent avec le personnel de la Division des sciences de l'information du CRDI à Ottawa.

Quelque 65 contrats de consultation d'experts ont été signés et 91 réunions ont été subventionnées en 1978-1979.

Analyse financière

L'année 1978-1979 a été pour le Centre de recherches pour le développement international une année d'importants défis financiers. Des restrictions nombreuses ont entravé les activités du Centre portant sur le développement de la recherche. L'octroi du Parlement sur lequel le Centre se fonde pour établir son programme budgétaire s'est élevé à \$36,867 millions seulement, rien que \$2,367 millions de plus que l'année précédente. Ces chiffres sont de loin inférieurs à ceux dont il a besoin pour poursuivre normalement ses travaux. Par ailleurs, la baisse marquée du dollar canadien par rapport aux autres monnaies mondiales, et l'emprise d'une inflation soutenue au pays a eu pour résultat direct d'affaiblir considérablement les moyens dont dispose le Centre pour remplir son mandat.

Le Centre a pris de nombreuses dispositions pour contrebalancer les effets de ces facteurs négatifs. Pour ce qui est du financement direct des projets, le Centre est arrivé à maintenir son financement de nouveaux projets au même niveau atteint pour l'exercice 1977-1978 bien que les projets précédemment approuvés aient demandé des déboursés supérieurs de \$5,0 millions à ceux de 1977-1978.

Une revue consciencieuse de nos impératifs et une réduction catégorique de nos dépenses structurelles (plus particulièrement en ce qui concerne nos activités outremer) et enfin une baisse généralisée de nos frais d'administration nous ont permis de faire ces réalisations importantes. De plus, le Centre a décidé de puiser \$1,2 million de son Avoir pour faire face à une demande de fonds plus élevée et inattendue pour des projets en cours.

Pour ce qui est de l'avenir, le Centre réalise fort bien que ces restrictions financières resteront vraisemblablement les mêmes pour les prochaines années. Le Centre a été notifié officiellement que son octroi parlementaire, pour 1979-1980, restera au même niveau que pour 1978-1979, soit \$36,867 millions. Ce gel arrive à un moment où notre taux de déboursement sur des projets déjà engagés accuse une courbe ascendante alors qu'une portion importante de nos moyens, qui sont limités, a déjà été engagée dans des projets approuvés antérieurement. Le Centre doit faire face à un plus haut taux de déboursement sur les projets et à des frais généraux plus élevés alors qu'il ne dispose que de ressources identiques à celles de l'année précédente.

Le Centre s'efforce maintenant de maintenir son nouveau programme d'activités à un niveau approprié qui lui permettra de donner suite aux propositions de projet qui lui viennent des pays en développement, tout en limitant au strict minimum ses frais administratifs et ses dépenses opérationnelles.

Revue de l'exercice 1978-1979

Du point de vue opération financière pour l'année en cours, le Centre considère qu'il a réalisé la plupart des objectifs qu'il s'était fixés dans son budget. Pour un exposé objectif de la présente rubrique, tous les montants relatifs aux contrats de recherches n'ont pas été pris en considération. Les revenus de \$38,207 millions dépassent de \$300,000 le montant budgétisé. Par ailleurs, les dépenses totales de \$39,360 millions ont dépassé de \$1,7 million les prévisions budgétaires.

L'octroi parlementaire de \$36,867 millions est de \$2,367 millions supérieur à celui de l'année précédente (6,9% de plus), mais il reste quelque peu inférieur à ce qui a été demandé au départ. Ce niveau d'octroi signifie que le Centre ne peut entreprendre le programme prévu de ses activités et à plus forte raison appliquer les plans adoptés pour le développement de la recherche. Dès qu'il a été mis au courant du montant de son octroi, le Centre a pris des dispositions pour réduire toutes les dépenses qui ne tiennent pas des projets et pour redistribuer ses ressources de manière à pouvoir respecter le financement des projets en cours. À cet égard, il a entrepris des démarches pour réduire ses frais dans le domaine de l'aide opérationnelle et technique, de l'administration et des activités reliées à la recherche, de manière à pouvoir diriger plus de fonds vers la recherche propre.

Les intérêts et autres revenus perçus s'élevant à \$1,340 million, soit une augmentation de 56,7% sur l'année précédente, ont largement aidé à assurer au Centre les ressources complémentaires lui permettant de faire face à ses obligations financières. Grâce à une politique soigneuse d'emploi de ses fonds, le Centre a pu bénéficier du placement de ses surplus liquides et des taux d'intérêt élevés appliqués au cours de l'année. Le revenu des

placements qui s'établit à \$1,143 million accuse une augmentation de \$344,000 ou 43,1% de plus que l'année précédente. Le Centre a réalisé d'autres revenus s'élevant à \$197,000 dus en majeure partie à l'aliénation d'immobilisations et à la vente de publications.

Les dépenses, qui ont augmenté de 14,8% pour atteindre \$39,360 millions, sont de \$5,1 millions plus élevées que celles de l'année précédente. Cette augmentation tient en majeure partie au volume des paiements destinés aux projets de recherche en développement, paiements qui sont passés \$19,5 millions à \$24,9 millions cette année. À cet égard, le Centre a observé que le taux des déboursements pour les projets engagés allait en croissant, phénomène qui s'explique par la baisse du dollar canadien. Comme les bénéficiaires de nos subventions ne reçoivent pas dans leur monnaie locale le montant qu'ils avaient prévu au budget de leur projet, ils réclament des fonds supplémentaires pour pouvoir faire face aux exigences financières de leurs projets. Malgré tout, le Centre a pu maintenir le financement de nouveaux projets à \$7,8 millions, soit un niveau identique à celui de l'année précédente, tel que budgétisé pour 1978-1979. Compte tenu des restrictions subies, cette réalisation fait toute la fierté du Centre. Sur les dépenses totales, la somme de \$27,428 millions a été affectée à la recherche en développement et à des activités reliées à la recherche, soit une augmentation de \$5,006 millions sur les montants de l'année précédente qui s'élevaient à \$22,422 millions.

Aide à la recherche opérationnelle et administration

Les effets de la réduction initiale de l'octroi pour 1978-1979 ont été amoindris en bonne partie par de légères révisions apportées au Programme des Travaux et Budget établi. Cependant, quand il a été annoncé par la suite que l'octroi du Parlement pour l'année 1979-1980 serait fixé au même niveau que celui de 1978-1979, le Centre n'a plus eu d'autre choix que de couper immédiatement et d'une façon catégorique dans l'aide à la recherche opérationnelle et dans les dépenses de l'administration.

Parmi les plus importantes réductions imposées pour parer à la situation, il faut mentionner le gel dans le recrutement et la diminution du nombre des employés, un taux réduit d'expatriation des employés des divisions, la fermeture du bureau régional de Nairobi et de plusieurs bureaux de liaison et, d'une façon générale, la réduction des dépenses de l'administration.

Bien que l'action entreprise ne peut se voir entièrement reflétée dans les états financiers de l'année en cours, tous ses effets ne devant être complètement réalisés qu'en 1979-1980, il n'en reste pas moins que les dispositions prises ont eu une incidence réelle sur l'année en revue et qu'elles ont permis au Centre de maintenir son aide opérationnelle et ses frais administratifs à un niveau peu élevé. À noter que les effets bénéfiques de ces mesures restrictives continueront à retenir le niveau d'augmentation de ces frais pour 1979-1980. Rétrospectivement, les mesures prises ont joué un rôle prépondérant en permettant de faire face à l'accroissement des paiements au titre des projets engagés et ont contribué largement à améliorer les réalisations et le pourcentage des fonds destinés aux projets de recherche en développement.

Les bureaux régionaux et les bureaux de liaison maintenus à l'étranger ont valu au Centre des déboursés de \$2,125 millions, soit une augmentation de \$204,000 ou 11% sur l'année précédente. Une bonne partie de cette augmentation est due aux effets combinés d'une inflation élevée qui persiste dans les régions desservies et à la forte baisse du dollar canadien qui ont contribué à affaiblir notablement notre pouvoir d'achat à l'étranger. De toute façon, les dépenses des bureaux régionaux et des bureaux de liaison atteignent 5,4% de nos dépenses totales contre 5,6% en 1977-1978.

Les dépenses pour la gestion des divisions et les services techniques qui ont atteint \$5,311 millions dépassent de \$178,000 les dépenses de l'année précédente, soit une augmentation de 3% seulement. Exprimées en pourcentage, les dépenses ci-dessus représentent cette année 13,5% des dépenses totales contre 15,1% en 1977-1978.

Les frais d'exploitation des services administratifs ont atteint \$4,496 millions, soit une réduction de \$116,000 ou 2,5% sur les montants de l'année précédente. Une étude de l'annexe 2 jointe aux états financiers montre que des économies ont été faites à tous les postes de dépenses, sauf au poste traitements et prestations. Les frais de l'administration qui s'établissent à 11,2% des dépenses totales étaient de 12,1% en 1977-1978.

Dans ces trois domaines d'activités, les dépenses ont été maintenues en deçà des prévisions budgétaires. En maintenant à un si bas niveau les dépenses dans ces trois domaines, le Centre a pu effectivement affecter plus de fonds aux travaux de recherche en développement. Tous ces résultats constituent des sujets de satisfaction pour le Centre.

Contrats de recherches

Le Centre de recherches pour le développement international continue à représenter d'autres organismes donateurs à titre d'agent d'exécution. C'est en cette qualité qu'il a continué, cette année, d'assurer l'établissement du Conseil international pour la recherche en agroforesterie. C'est le Centre aussi qui gère un projet au Kenya pour le compte de l'Agence canadienne de développement international. Les dépenses engagées figurent à la rubrique "Contrats de recherches" sur l'Etat des dépenses et des revenus et totalisent \$902,000 en 1978-1979. (Le niveau des dépenses de l'année précédente était notoirement plus élevé, car le Centre représentait alors la Banque Mondiale pour l'établissement du Centre international de recherches agricoles en zones sèches (ICARDA) organisme qui avait un programme d'immobilisations important.)

Remaniement des états financiers

Pendant l'année sous revue, le Centre a apporté des changements importants à son système comptable pour améliorer l'utilité de ses états financiers. Les changements en question portent principalement sur la présentation des états financiers et la capitalisation des immobilisations.

Dans son Rapport annuel adressé à la Chambre des communes pour l'année qui se termine le 31 mars 1978, le Vérificateur général du Canada mentionne que les corporations et les agences qui rendent compte de leurs activités au Parlement doivent améliorer la présentation de leurs rapports annuels de manière à faire ressortir l'utilité et la pertinence des indications fournies sur leur plan de dépenses dans le cadre des objectifs de leur programme. En partie suite à cette recommandation, le Centre a remanié complètement la présentation de ses états financiers et y a inclus des états informatifs, surtout au chapitre des dépenses et des revenus. Le Centre est d'avis que les états financiers soumis dans ce Rapport annuel sont plus expressifs et encore plus représentatifs de la nature des activités du Centre qu'ils ne l'étaient auparavant.

Dans le cadre des modifications apportées aux états financiers, il serait fort utile d'explicitier et de définir les rubriques sous lesquelles les dépenses sont passées. Fondamentalement, la nouvelle formule groupe les dépenses par catégorie de recherches subventionnées. Par exemple, "Recherche en développement" concerne uniquement les dépenses faites au titre des projets de recherche approuvés. De plus, une distinction est faite entre les dépenses effectuées dans le cadre de subventions directement accordées à des bénéficiaires (venant pour la plupart de pays en développement) qui entreprennent eux-mêmes leurs propres projets de recherche, et les dépenses faites pour des projets qui sont menés directement par le Centre.

"Activités reliées à la recherche" comprend les travaux entrepris pour appuyer directement la recherche en développement. Il s'agit en la matière de conférences, de séminaires, de consultances dont l'objet est de déterminer et d'élaborer des projets de recherche, du coût des publications et de la diffusion des résultats de recherches subventionnées par le Centre, et enfin des dépenses entraînées par la bibliothèque spécialisée en recherche établie au siège social.

Sous la rubrique "Aide à la recherche opérationnelle" figure la comptabilité de l'infrastructure opérationnelle ainsi que celle des bureaux régionaux et des bureaux de liaison (ouverts à l'étranger dans le but d'entretenir des relations efficaces avec les bénéficiaires et de donner aux pays en développement une image claire des activités du Centre), et aussi les frais des professionnels des divisions qui assurent l'aide technique, le contrôle et la gestion des projets de recherche.

Sous la rubrique "Administration" figure les frais d'exploitation des services administratifs établis pour secondier toutes les activités du Centre.

L'autre modification importante apportée aux états financiers de l'année courante consiste dans la capitalisation des immobilisations acquises. Cette modification s'explique par la nécessité de présenter un rapport financier conforme aux principes comptables généralement appliqués. Au cours des quelques années passées, ce principe de capitalisation des immobilisations a été adopté au pays par des sociétés comptables canadiennes qui ont décidé de l'appliquer aux institutions à but non lucratif tout aussi bien qu'aux organismes à but lucratif. Les réajustements conséquents et les effets nets de ce changement en matière de principe comptable sur les états financiers du CRDI sont clairement explicités dans les "Notes aux états financiers".

FAITS SAILLANTS
(Milliers de Dollars)

	1979	1978	% Augmentation (Diminution)
RÉSULTATS DES OPÉRATIONS			
Revenus	\$ 38,207	\$ 35,355	8.0%
Octroi du Parlement	36,867	34,500	6.9
Intérêts et autres revenus	1,340	855	56.7
Dépenses	\$ 39,360	\$ 34,088	15.5%
Recherche en développement	24,920	19,529	27.6
Activités reliées à la recherche	2,508	2,893	(13.3)
Aide à recherche opérationnelle	7,436	7,054	5.4
Administration	4,496	4,612	(2.5)
Excédent des dépenses sur les revenus	\$ 1,153	\$ (1,267)	191.0%
SITUATION FINANCIÈRE			
Actif total	\$ 10,273	\$ 10,453	(1.7)%
Actif à court terme	8,469	8,425	0.5
Autres actifs	1,804	2,028	(12.4)
Passif total	\$ 6,812	\$ 5,838	16.7%
Passif à court terme	5,094	4,424	15.2
Autres passifs	1,718	1,414	21.4
Avoir du Canada	\$ 3,461	\$ 4,615	(25.0)%
ACTIVITÉS DES DIVISIONS			
Affectations	\$ 42,948	\$ 43,016	(0.2)%
Nouveaux projets	31,017	31,350	(1.1)
Bureaux régionaux et de liaison	2,165	1,921	12.7
Gestion des divisions/services techniques	5,270	5,133	2.7
Administration	4,496	4,612	(2.5)
Engagements	\$ 45,767	\$ 35,653	28.4%
Projets	33,836	23,987	41.1
Bureaux régionaux et de liaison	2,165	1,921	12.7
Gestion des divisions/services techniques	5,270	5,133	2.7
Administration	4,496	4,612	(2.5)

Les données ci-dessus ne portent pas sur les contrats de recherches.

EFFECTIF vs BUDGET 1978-79

(Millions \$)

	<u>Effectif</u>	<u>Budget</u>	<u>% Augmentation (Diminution)</u>
OPÉRATIONS FINANCIÈRES			
Sources de revenus			
Octroi du Parlement	\$ 36.9	\$ 36.9	- %
Intérêts et autres revenus	1.3	1.0	34.0
Total	<u>\$ 38.2</u>	<u>\$ 37.9</u>	<u>0.9%</u>
Nécessités d'opérations			
Projets existants	\$ 19.6	\$ 17.9	9.6%
Nouveaux projets	7.8	7.8	-
Bureaux régionaux et de liaison	2.1	2.2	(1.4)
Gestion des divisions/services techniques	5.3	5.5	(3.0)
Administration	4.5	4.8	(6.3)
Transfert de fonds	(1.1)	(0.3)	319.3
Total	<u>\$ 38.2</u>	<u>\$ 37.9</u>	<u>0.9%</u>
ACTIVITÉS DES DIVISIONS			
Affectations	<u>\$ 42.9</u>	<u>\$ 44.1</u>	<u>(2.6)%</u>
Nouveaux projets	31.0	31.6	(2.0)
Bureaux régionaux et de liaison	2.1	2.2	(1.4)
Gestion des divisions/services techniques	5.3	5.5	(3.0)
Administration	4.5	4.8	(6.3)
Engagements	<u>\$ 45.7</u>	<u>\$ 41.3</u>	<u>10.9%</u>
Projets	33.8	28.8	17.3
Bureaux régionaux et de liaison	2.1	2.2	(1.4)
Gestion des divisions/services techniques	5.3	5.5	(3.0)
Administration	4.5	4.8	(6.3)
Dépenses	<u>\$ 39.3</u>	<u>\$ 38.2</u>	<u>3.2%</u>
Projets	27.4	25.7	6.7
Bureaux régionaux et de liaison	2.1	2.2	(1.4)
Gestion des divisions/services techniques	5.3	5.5	(3.0)
Administration	4.5	4.8	(6.3)

Les données ci-dessus ne portent pas sur les contrats de recherches.

MANAGEMENT REPORT/
RAPPORT DE GESTION

(in thousands of dollars) (Excluding Special Projects) For the twelve months ended March 31, 1979
(en milliers de dollars) (A l'exclusion des Projets spéciaux) Pour les douze mois se terminant le 31 mars 1979

Sector/Activity Secteur/Activité	Cash Payments During 1978-79/ Versements de 1978-79				as at March 31, 1979 au 31 mars 1979			
	Approved Budget/ Budget Approuvé	Approved Appropriations/ Affectations Approuvées	Commitments/ Engagements	Cumulative Commitments/ Engagements Cumulatifs 1978-79	Uncommitted Appropriations/ Crédits Non engagés	Outstanding Commitments/ Engagements En cours	Total Encumbrances/ Total des Imputations	
1- Program Operations/ Activités des Programmes								
Agriculture, Food and Nutrition Sciences/ Sciences de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Nutrition	12,670	12,670	14,167	29,822	11,469	3,354	18,353	21,707
Health Sciences/ Sciences de la Santé	5,098	4,855	5,326	10,270	4,722	435	5,548	5,983
Information Sciences/ Sciences de l'Information	5,472	5,526	6,629	10,286	5,283	1,901	5,003	6,904
Social Sciences/ Sciences Sociales	8,212	8,054	8,234	14,681	6,284	4,031	8,397	12,428
Special Governing Board Activities/ Activités Spéciales du Conseil des Gouverneurs	725	321	311	462	346	-	116	116
2- External Liaison and Relations/ Liaison et Relations Extérieures								
Office of the Senior Vice-President/ Bureau du Premier Vice-Président	3,500	3,531	3,162	4,697	3,331	2,995	1,366	4,361
Office of the Vice-President - Planning/ Bureau du Vice-Président - Planification	2,303	2,222	2,196	2,260	2,217	-	43	43
Communications/ Communications	1,311	1,273	1,246	1,495	1,212	-	283	283
3- Administration/ Administration								
General Management/ Gestion Générale	4,797	4,496	4,496	4,496	4,496	-	-	-
TOTAL	44,088	42,948	45,767	78,469	39,360	12,716	39,109	51,825

Le Centre de recherches pour
le développement international
et
L'honorable Flora MacDonald, C.P., député
Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
Ottawa (Ontario)

J'ai vérifié le bilan du Centre de recherches pour le développement international au 31 mars 1979 ainsi que l'état des dépenses et des revenus, l'état de l'avoir et l'état de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Centre de recherches pour le développement international au 31 mars 1979 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. De plus, compte tenu du redressement rétroactif du changement dans le traitement comptable des immobilisations mentionné à la note 3, ces principes comptables ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Canada,

J.J. Macdonell

Ottawa (Ontario)
le 22 juin 1979

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
(Constitué par la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international)

Bilan
au 31 mars 1979

Actif à court terme	<u>Actif</u>		<u>Passif et Avoir</u>	
	1979	1978	1979	1978
Encaisse	\$ 368,876	\$ 142,986	Comptes à payer et frais courus (note 7)	\$ 4,961,154
Dépôts à court terme (note 4)	7,628,531	7,805,902	Fonds pour contrats de recherches	132,744
Montants à recevoir (note 5)	360,780	321,736		
Frais payés d'avance	111,254	154,459		
	8,469,441	8,425,083		5,093,898
Dépôts recouvrables	82,682	71,288	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1,717,716
				1,414,736
Immobilisations (note 6)	1,721,061	1,956,696	Passif total	6,811,614
			Avoir du Canada	3,461,570
	\$ 10,273,184	\$ 10,453,067		\$ 10,273,184
				\$ 10,453,067

Les notes et annexes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé:

R.J. Audet

Trésorier

Ivan L. Head

Président

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

État des dépenses et des revenus
pour l'exercice terminé le 31 mars 1979

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
Dépenses		
Recherches en développement		
Subventions de projets	\$ 20,251,485	\$ 15,465,184
Projets du Centre	4,668,732	4,064,020
	24,920,217	19,529,204
Activités reliées à la recherche		
Elaboration et financement de projets	1,179,195	1,591,247
Diffusion de l'information	740,163	696,366
Bibliothèque spécialisée en recherche	588,505	605,512
	2,507,863	2,893,125
Aide à la recherche opérationnelle		
Bureaux régionaux et de liaison	2,125,134	1,920,617
Gestion des divisions et services techniques	5,311,001	5,133,096
	7,436,135	7,053,713
Contrats de recherches		
Subventions de projets	902,001	4,050,684
Total des activités de recherches et de soutien (Annexe 1)	35,766,216	33,526,726
Administration (Annexe 2)	4,495,979	4,612,494
Frais d'exploitation	40,262,195	38,139,220
Revenus		
Octroi du Parlement du Canada	36,867,000	34,500,000
Intérêts et autres revenus	1,340,129	855,388
Contrats de recherches	902,001	4,052,480
	39,109,130	39,407,868
Excédent des dépenses sur les revenus (revenus sur les dépenses)	\$ 1,153,065	(\$ 1,268,648)

Les notes et annexes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

État de l'avoir
pour l'exercice terminé le 31 mars 1979

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
Avoir du Canada au début de l'exercice		
Solde déjà établi	\$ 2,772,026	\$ 1,697,970
Redressement de la capitalisation, de la dépréciation et de l'amortissement des immobilisations (note 3)	1,842,609	1,648,017
Solde redressé	4,614,635	3,345,987
Excédent des dépenses sur les revenus (revenus sur les dépenses)	1,153,065	(1,268,648)
Avoir du Canada à la fin de l'exercice	<u>\$ 3,461,570</u>	<u>\$ 4,614,635</u>

Les notes et annexes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

État de l'évolution de la situation financière
pour l'exercice terminé le 31 mars 1979

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
Provenance des fonds		
Exploitation		
Excédent des revenus sur les dépenses	\$ -	\$ 1,268,648
Éléments n'impliquant aucun mouvement de fonds		
Dépréciation et amortissement	-	261,221
Accumulation des indemnités de cessation d'emploi	-	520,199
Perte sur l'aliénation d'immobilisations	-	220
Fonds provenant des activités du Centre	-	2,050,288
Produit de l'aliénation d'immobilisations	195,965	18,367
	<u>195,965</u>	<u>2,068,655</u>
Utilisation des fonds		
Exploitation		
Excédent des dépenses sur les revenus	1,153,065	-
Éléments n'impliquant aucun mouvement de fonds		
Dépréciation et amortissement	(307,923)	-
Accumulation des indemnités de cessation d'emploi	(509,654)	-
Profit sur l'aliénation d'immobilisations	114,021	-
Fonds nécessaires aux activités du Centre	449,509	-
Acquisition d'immobilisations	154,232	472,584
Augmentation des dépôts recouvrables	11,394	20,526
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi	206,674	167,815
	<u>821,809</u>	<u>660,925</u>
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	(625,844)	1,407,730
Fonds de roulement au début de l'exercice	4,001,387	2,593,657
Fonds de roulement à la fin de l'exercice	<u>\$ 3,375,543</u>	<u>\$ 4,001,387</u>

Les notes et annexes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Centre de recherches pour le développement international

Notes aux états financiers

pour l'exercice terminé le 31 mars 1979

1. Statuts et objectifs

Le Centre de recherches pour le développement international est une corporation sans capital-actions, créée par une loi du Parlement du Canada appelée la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international et sanctionnée le 13 mai 1970. Le Centre a reçu son octroi annuel du Parlement du Canada en conformité avec le Crédit 40 du ministère des Affaires extérieures, ceci pour les deux exercices se terminant respectivement le 31 mars 1978 et le 31 mars 1979.

Le Centre a pour objets d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ci-joints ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les principales conventions comptables mises en application sont les suivantes:

Dépenses de recherches

Les dépenses pour la recherche en développement, les activités reliées à la recherche et les contrats de recherches sont imputés à l'exploitation au moment des déboursés ou conformément aux dispositions prises dans les contrats.

Conversion de devises étrangères

La conversion de devises étrangères en dollars canadiens se fait selon un taux de change moyen qui est très près du taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les pertes ou les bénéfices réalisés dans les opérations de change sont réflétés dans le coût d'exploitation de l'exercice concerné.

L'actif et le passif monétaires au 31 mars 1979 sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à cette date.

Contrats de recherches

Le Centre a conclu des accords lui permettant d'effectuer des recherches à contrat au nom de plusieurs organismes donateurs. Le Centre comptabilise le montant reçu pour un contrat de recherches au moment où les dépenses sont encourues. Si les montants reçus pour un contrat de recherches dépassent les dépenses encourues, l'excédent est porté au passif à court terme.

Dépréciation et amortissement

Les méthodes comptables et les taux annuels prévus pour la dépréciation et l'amortissement des immobilisations sont comptabilisés comme suit:

	Méthode	Taux
Immeuble	Linéaire	25 ans
Mobilier et équipement de bureau	Solde dégressif	20%
Ordinateur: matériel et logiciel	Linéaire	5 ans
Véhicules	Solde dégressif	30%
Améliorations locatives	Linéaire	15 ans

3. Modifications apportées aux conventions comptables

Capitalisation, dépréciation et amortissement des immobilisations

Au cours de l'exercice, le Centre a décidé de capitaliser les dépenses en capital et d'inscrire la dépréciation et l'amortissement sur toutes les immobilisations. Par le passé, les dépenses en capital, à l'exception de l'immeuble et du terrain, étaient inscrites comme dépenses dans l'année d'acquisition.

Selon cette nouvelle politique, l'Avoir du Canada au 1^{er} avril 1977 a été redressé rétroactivement d'un montant de \$1,648,017 représentant la valeur comptable des immobilisations acquises au cours des exercices précédents. La valeur des immobilisations ainsi que la dépréciation et l'amortissement accumulés ont été comptabilisés à ce jour.

Sans ce changement, l'excédent des dépenses sur les revenus pour l'exercice en cours aurait été augmenté de \$231,459. L'excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice terminé le 31 mars 1978, a été redressé et augmenté de \$194,592.

4. Dépôts à court terme

	1979	1978
Banques canadiennes à charte	\$6,422,150	\$2,959,100
Entreprises commerciales	839,058	992,460
Certificats de dépôt et d'échange (ne portant pas intérêts)	367,323	177,764
Entreprises gouvernementales	—	3,676,578
	<u>\$7,628,531</u>	<u>\$7,805,902</u>

5. Montants à recevoir

	1979	1978
Solde dû sur l'aliénation d'immobilisations	\$ 165,449	\$ —
Avances de voyage des employés	93,992	186,689
Intérêts courus	44,502	54,071
Dépenses à recouvrer d'autres organismes	23,909	50,940
Autres	32,928	30,036
	<u>\$ 360,780</u>	<u>\$ 321,736</u>

6. Immobilisations

	Dépréciation et Amortissement accumulés		1979 Net	1978 Net
	Coût			
Améliorations locatives	\$1,173,559	\$ 336,133	\$ 837,426	\$ 943,647
Mobilier et équipement de bureau	719,452	367,190	352,262	375,301
Ordinateur et logiciel	472,192	183,525	288,667	376,093
Véhicules	218,259	85,464	132,795	147,568
Immeuble	104,076	19,165	84,911	89,087
Terrain	25,000	—	25,000	25,000
	<u>\$2,712,538</u>	<u>\$ 991,477</u>	<u>\$1,721,061</u>	<u>\$1,956,696</u>

7. Comptes à payer et frais courus

	1979	1978
Frais courus — projets	\$3,608,030	\$2,450,734
Prestations accumulées de congés annuels et autres congés	1,208,287	1,105,132
Comptes à payer et frais courus — autres	144,837	497,476
	<u>\$4,961,154</u>	<u>\$4,053,342</u>

Les frais courus sur les projets comprennent les montants accordés en vertu des contrats liés aux projets qui n'ont pas été dépensés au 31 mars 1979.

8. Engagements contractuels et passif éventuel

Subventions de projets — développement et aide aux projets

Pour les quatre prochaines années, le Centre s'est engagé à donner des subventions totalisant \$35,899,864 à des projets approuvés au préalable, à condition que le Parlement du Canada mette les fonds nécessaires à sa disposition.

Le Centre a également offert des octrois officiels à des récipiendaires susceptibles de les recevoir, pour un montant total de \$4,227,640; il attend l'acceptation de ces offres.

Contrats de location

Le Centre a conclu différents contrats de location de bureaux, d'équipement et de logement du personnel tant au Canada que dans plusieurs autres pays. En vertu des contrats de location existants au 31 mars 1979, les engagements du Centre pour les trois prochains exercices s'élèvent à \$3,820,709 dont un montant de \$1,347,421 représente les frais de location pour l'exercice financier subséquent.

Contrats de recherches

Au 31 mars 1979, le Centre avait pris des engagements en vertu de différents contrats de recherches pour un montant total de \$666,410 qui sera comblé par des fonds prévus dans ces mêmes contrats.

9. Regroupement

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Annexe des activités de recherches et de soutien
pour l'exercice terminé le 31 mars 1979

	Recherche en développement	Activités relées à la recherche	Aide à la recherche opérationnelle	Contrats de recherches	1979 Total	1978 Total
Dépenses						
Programmes						
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition	\$ 9,827,784	\$ 198,573	\$ 1,441,641	\$ -	\$ 11,467,998	\$ 8,360,082
Sciences sociales	4,722,683	254,514	1,295,362	-	6,272,559	5,470,017
Sciences de la santé	3,934,243	23,922	763,934	-	4,722,099	4,555,484
Sciences de l'information	3,630,639	196,007	868,297	-	4,694,943	4,281,436
Ressources humaines	2,082,266	-	-	-	2,082,266	1,881,124
Activités reliées aux programmes						
Bureaux régionaux et de liaison	-	92,462	2,125,134	-	2,217,596	1,920,617
Liaisons et relations extérieures	583,962	167,727	508,445	-	1,260,134	1,082,862
Diffusion de l'information	38,640	740,163	433,322	-	1,212,125	1,264,775
Bibliothèque spécialisée en recherche	-	588,505	-	-	588,505	605,512
Activités spéciales du Conseil des Gouverneurs	100,000	245,990	-	-	345,990	54,133
Contrats de recherches	-	-	-	902,001	902,001	4,050,684
Total des activités de recherches et de soutien	\$ 24,920,217	\$ 2,507,863	\$ 7,436,135	\$ 902,001	\$ 35,766,216	\$ 33,526,726

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Annexe des frais d'administration
pour l'exercice terminé le 31 mars 1979

	<u>1979</u>	<u>1978</u>
Traitements et prestations	\$ 2,605,242	\$ 2,444,290
Locaux	846,328	849,463
Télécommunications	279,197	290,693
Frais de bureau	275,350	315,938
Services professionnels et spéciaux	123,953	176,911
Dépréciation et amortissement	122,573	143,024
Déplacements	119,690	200,042
Réunions des Gouverneurs	78,829	138,051
Assurances	44,817	54,082
	<u>\$ 4,495,979</u>	<u>\$ 4,612,494</u>

Programme de bourses — Ressources humaines

Fidèle à la ligne de conduite qu'il s'est tracée à cet égard, le Centre prend soin d'inclure dans la presque totalité des projets qu'il finance des fonds spécifiquement affectés à la formation et au perfectionnement de jeunes spécialistes.

En complément de cette formation intégrée aux projets, le Centre finance d'autres programmes destinés à promouvoir la compétence professionnelle d'hommes de science dans les pays en développement. Ainsi, le Programme de bourses de recherches sur la population en Asie du Sud-Est (SEAPRAP), subventionné conjointement par le CRDI et la Fondation Ford, vise à accroître les capacités pour la recherche démographique en Asie du Sud-Est en encourageant les jeunes chercheurs à élaborer et exécuter des projets dans leur milieu et sous la direction d'un collègue plus expérimenté, membre de leur institut.

Le Conseil de développement agricole poursuit en Asie, grâce à l'aide du CRDI, son programme de recherche et de formation dont les objectifs sont les suivants: stimuler et améliorer les capacités pour la recherche et la formation de jeunes diplômés et de spécialistes plus âgés travaillant dans des établissements universitaires et gouvernementaux; offrir aux scientifiques de la région des possibilités accrues et mettre à la disposition de la région le matériel de formation et de recherche nécessaire.

Une autre subvention du CRDI, accordée au Conseil des études sur la main-d'oeuvre asiatique, permet à des chercheurs asiatiques de faire des recherches et d'acquérir une formation dans le domaine du travail. Dans une même optique, et

conjointement avec la Fondation Ford, le Centre subventionne un programme de recherche et de formation à l'Université de l'Indonésie. Institué pour promouvoir le développement des sciences sociales dans ce pays ce programme offre à de jeunes professionnels désirant se spécialiser dans ce domaine, l'occasion de se former à cette discipline et d'effectuer des recherches pertinentes.

Le programme de bourses au titre des Ressources humaines a été reconduit pour une neuvième année par le Centre. Il se propose, d'une part, de venir en aide à des chercheurs du Tiers-Monde, d'autre part, d'augmenter au Canada même les compétences des spécialistes initiés aux problèmes de développement.

On trouvera dans les pages suivantes une brève description des huit catégories de bourses énumérées ci-dessous, accompagnée de la liste des candidats qui en bénéficieront au cours de l'année prochaine:

- Bourses de doctorat (étudiants canadiens)*
- Bourses de doctorat (étudiants des pays en voie de développement)*
- Attachés de recherche (Canada)
- Attachés de recherche (pays en voie de développement)
- Titulaires de recherche*
- Maîtres de recherche*
- Bourses de formation préliminaire ou complémentaire aux projets
- Bourses Pearson.

* Supprimées pour 1979-1980.

Bourses de doctorat (étudiants canadiens)

Réservées à des diplômés universitaires canadiens qui, par le choix de leur sujet de thèse, se trouvent déjà engagés dans le domaine du développement, elles visent à leur permettre, une fois le cycle normal d'études terminé, de faire des recherches pour une thèse de doctorat, en général, dans un pays en voie de développement.

Elles sont attribuées par voie de concours annuel. Quatre bourses ont été accordées en 1978-1979:

BOURSES OCTROYÉES

Mme A. K. Bernard, Département d'éducation des adultes, Institut de recherches sur l'éducation

de l'Ontario (OISE), Université de Toronto
Adéquation des moyens aux objets comme méthode d'évaluation de la formation dans le contexte d'un programme thai d'éducation non-officiel. Lieu des travaux: Thaïlande

D. A. Doherty, Département d'anthropologie,
Université McGill
*Potentiel pastoral des Massais: recherche sur
l'élevage au Kenya.* Lieu des travaux: Kenya.

M. J. Rosberg, Département d'anthropologie,
Université du Wisconsin
Les pêcheurs, les fermiers et les responsables du

*développement: évolution socio-économique et
stratégies d'adaptation à l'île St-André, Colombie.*
Lieu des travaux: Colombie.

J. H. Voss, Département d'anthropologie,
Université de Toronto
*Étude comparée de l'impact des coopératives sur
les petits agriculteurs du Japon et des Philippines.*
Lieu des travaux: Philippines et Japon.

Bourses de doctorat (étudiants des pays en voie de développement)

Cette bourse permet à des étudiants diplômés de pays en développement de faire leurs travaux de thèse dans leur pays d'origine. Les candidats doivent être inscrits à une université canadienne et titulaires d'un visa d'étudiant au Canada. Les modalités financières et universitaires de ces bourses sont les mêmes que pour les étudiants canadiens.

Ce programme vise à atténuer, dans une certaine mesure, "l'exode des cerveaux". Bien des étudiants de pays en voie de développement sont en effet obligés de faire leur thèse au Canada parce qu'ils n'ont pas les fonds suffisants pour exécuter leurs travaux pratiques dans leur pays d'origine. Il offre donc à un certain nombre d'entre eux la possibilité de réaliser des travaux de thèse plus en rapport avec les problèmes du développement et de s'intégrer ainsi plus facilement à la communauté scientifique de leur pays.

BOURSES OCTROYÉES

A. T. M. N. Amin, Département d'économie,
Université du Manitoba
*Rôle du secteur non commercial dans l'emploi, la
répartition des revenus et l'évolution de la
technologie intermédiaire: étude de cas de
l'économie métropolitaine de Dacca.* Lieu des
travaux: Bangladesh.

S. H. Barrington, Département de zootechnie,
Université de Colombie-Britannique
*Incidences du milieu et de la nutrition sur la
production de lait et la reproduction des vaches
laitières.* Lieu des travaux: Trinité.

D. A. Morales-Gomez, Département de la
planification de l'éducation, Institut de recherche
sur l'éducation de l'Ontario (OISE), Université de
Toronto
Éducation des travailleurs en Amérique latine: rôle

*éducatif des coopératives de producteurs au
Mexique.* Lieu des travaux: Mexique.

G. Ntunaguza, Faculté des sciences de l'éduca-
tion, Université de Montréal
*Recherche sur l'innovation pédagogique propre à
la méthode d'enseignement primaire généralisé
"Impact".* Lieu des travaux: Burundi.

V. D. Teye, Département de géographie,
Université du Manitoba
*Étude comparée de divers effets sociaux et
économiques du tourisme et du développement
au Ghana.* Lieu des travaux: Zambie et Ghana.

BOURSES RECOMMANDÉES (mars 1979)

V. Nallainayagam, Université McGill
Q. Shahabuddin, Université McMaster
T. Srivenkataramana, Université Windsor
G. Tsafak, Université Laval

Bourses d'attachés de recherche (Canada)

Cette catégorie de bourses a été instituée en vue de permettre à des spécialistes, scientifiques ou techniciens canadiens ayant déjà environ 10 ans de carrière de prendre une année sabbatique pour se livrer à des travaux de recherche ou de formation dans le domaine du développement international. Elle offre aussi la possibilité de parfaire les connaissances des experts et vise à encourager des profanes en matière de développement à explorer ce champ d'activité.

Dix bourses sont attribuées chaque année à des Canadiens ou à des immigrants reçus depuis trois ans.

BOURSES OCTROYÉES

J. Barry, Bangkok, Thaïlande
Approfondissement des connaissances en planification et développement de l'enseignement et spécialement en amélioration des stratégies d'apprentissage pour les régions défavorisées urbaines et rurales. Lieu des travaux: États-Unis et Royaume-Uni.

A. R. Berger, Saint-Jean, Terre-Neuve
Recherche sur les façons pratiques de promouvoir les sciences géologiques dans les pays en développement. Lieu des travaux: Venezuela, Thaïlande, Sri Lanka, Tanzanie, Ghana, Royaume-Uni et Bolivie.

L. Bouffard, Sherbrooke, Québec
Contribution à la réforme de la ruralisation de l'enseignement au Rwanda. Lieu des travaux: Belgique.

W. Combs, Calgary, Alberta
Étude sur les procédés et la rentabilité de la production du lait de brebis. Lieu des travaux: Grèce.

A. M. Friend, Ottawa, Ontario
Systèmes d'information sur l'environnement pour la planification du développement. Lieu des travaux: Royaume-Uni.

N. S. Hopps, Winnipeg, Manitoba
Thèse de maîtrise en santé communautaire. Lieu des travaux: Royaume-Uni.

A. F. Huston, Moose Jaw, Saskatchewan
Prévention et traitement des infirmités infantiles. Lieu des travaux: Jamaïque, Bangladesh.

C. R. McGorman, Toronto, Ontario
Thèse de maîtrise en santé communautaire. Lieu des travaux: Royaume-Uni.

T. P. Phillips, Guelph, Ontario
Étude agro-économique sur le manioc comme source d'énergie renouvelable. Lieu des travaux: Brésil.

M. J. J. Rousseau, Rio de Janeiro, Brésil
Cours en sciences politiques et économiques à l'Université de Montréal et une recherche sur la fonction et l'importance des organismes privés nationaux de développement socio-économique. Lieu des travaux: Canada.

Bourses d'attachés de recherche (pays en voie de développement)

Cette catégorie de bourses vise à permettre à des universitaires, scientifiques et techniciens du Tiers-Monde, dont les travaux portent sur le développement de leur pays, de consacrer une année à la recherche ou à la formation nécessaire à leur perfectionnement professionnel et à la poursuite de leur carrière.

Les boursiers sont choisis parmi des candidats présélectionnés plutôt que par voie de concours. En 1978-1979, 22 boursiers (dont quelques-uns sélectionnés l'année précédente) ont commencé leurs travaux et dix candidats ont fait l'objet d'une recommandation pour une bourse.

BOURSES OCTROYÉES

S. A. Adeyanju, Nigeria
Appréciation de la valeur fourragère des résidus agro-industriels. Lieu des travaux: États-Unis.

A. S. Akishule, Kenya
Cours au niveau de la maîtrise sur les techniques d'assainissement de l'environnement. Lieu des travaux: Kenya.

K. C. Alexander, Inde
Étude de l'évolution des relations entre la main-d'œuvre et les travailleurs agricoles en Inde méridionale, particulièrement des nouvelles associations de paysans. Lieu des travaux: États-Unis.

N. Bakry, Égypte
Recherche et formation sur les dangers des pesticides. Lieu des travaux: États-Unis.

M. M. Bose, Inde
Contrôle génétique et contribution relative des entre-noeuds à la hauteur totale de la plante de riz. Lieu des travaux: Philippines.

W. L. Y. Chan, Hong Kong
Étude des méthodes d'élevage de poissons herbivores. Lieu des travaux: États-Unis, Singapour, Malaysia, Inde, Thaïlande et Philippines.

N. J. Daghir, Liban
Travaux sur les nouveaux procédés de dépistage des toxines naturelles des légumineuses alimentaires et fourragères, ainsi que des graines des plantes du désert. Lieu des travaux: États-Unis.

D. M. De Silva, Sri Lanka
Cours d'histoire et de sociologie de la science au niveau de la maîtrise. Lieu des travaux: Royaume-Uni.

A. E. M. El Nimr, Égypte
Optimisation de la biodisponibilité des remèdes ophtalmiques appliqués localement en fonction du rapport entre les drogues et la fixation protéique. Lieu des travaux: États-Unis.

I. Gardia-Marengo, Nicaragua
Recherche intégrée au Programme spécial d'études urbaines et régionales sur les zones en développement. Lieu des travaux: États-Unis.

A. A. Gomez, Philippines
Publication d'un ouvrage sur "Les Cultures associées". Lieu des travaux: Philippines.

A. A. Hassan Moawad, Égypte
Études et recherches sur l'écologie des rhizobium, fixateur d'azote et vivant en symbiote sur les racines des légumineuses. Lieu des travaux: États-Unis.

S. D. Limaye, Inde
Analyse des découvertes récentes dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation des nappes d'eau souterraines. Lieu des travaux: Canada.

C. Moore, Cuba
Traduction et soutenance d'une thèse de doctorat d'État sur "Le développement de l'Afrique et l'intervention étrangère"; l'aide de Cuba aux pays africains. Lieu des travaux: Sénégal.

P. M. Mutibwa, Ouganda
Recherche historique sur Madagascar et les îles de l'océan Indien: Maurice, Réunion, Comores et Seychelles. Lieu des travaux: Kenya.

A. Ndiaye, Sénégal
Recherche sur les populations animales déprédatrices des cultures dans les pays tropicaux humides en particulier au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Togo. Lieu des travaux: Togo.

B. A. Ntim, Ghana
Recherche sur les petites fonderies et vitreries et sur les moulins à vent. Lieu des travaux: Canada et Royaume-Uni.

W. S. Okoth, Kenya
Géologie marine et affaires marines. Lieu des travaux: Canada.

S. E. M. Omer, Soudan
Études des mécanismes de résistance aux insecticides chez les anophèles. Lieu des travaux: États-Unis.

S. R. Ramakrishna, Sri Lanka
Examen des cours et de l'équipement du Trace Analysis Research Centre. Lieu des travaux: Canada.

B. A. Tan, Malaysia
Spécialisation en techniques et méthodologie de la recherche dans le domaine de la régulation des naissances. Lieu des travaux: États-Unis.

M. Villarroel, Bolivie
Cours universitaire de communications et travaux pratiques sur les programmes de communication dans les milieux ruraux de la Colombie, du Brésil et de l'Argentine. Lieu des travaux: Mexique.

BOURSES RECOMMANDÉES (février 1979)

R. D. Arenas, Colombie
D. Chaudhary, Inde
I. A. H. El-Eraki, Égypte
P. Friedman, Cuba
R. Keita, Mali
Krasae Chanawongse, Thaïlande
E. O. Lee, Corée
J. M. Montemayor, Philippines
Mubyarto, Indonésie
G. D. Ojuando, Kenya
I. M. Omari, Tanzanie
G. E. Perry, Colombie
B. Rana, Inde
M. Abd-El-Rehim, Égypte
B. Riascos, Colombie
K. Sathyanarayanaiah, Inde
F. C. Sercovich, Uruguay
M. Singarimbun, Indonésie
F. Valdez, Philippines
R. Varadarajan, Inde

Bourses de titulaires de recherche

Cette bourse s'adresse à des spécialistes chevronnés en matière de développement, tant au Canada que dans les pays du Tiers-Monde. Les titulaires de recherche sont choisis parmi des candidats sélectionnés par un comité présidé par le président du Conseil des gouverneurs.

BOURSES OCTROYÉES

G. Landau, Brésil

Projet de recherche sur les méthodes institutionnelles du développement intégré des bassins fluviaux internationaux, spécialement celles du pacte amazonien. Lieu des travaux: plusieurs pays.

J. S. Sarma, Inde

Recherche sur divers aspects de la politique agricole de l'Inde. Lieu des travaux: États-Unis.

M. S. Wionczek, Mexique

Livre sur les débats de la (CNUCED) portant sur le code de déontologie du transfert de la technologie. Lieu des travaux: Mexique.

Maîtres de recherche

Par ses bourses de maîtres de recherche, le Centre a voulu reconnaître l'excellence et l'importance des travaux réalisés par certains chercheurs éminents en matière de développement et leur permettre de tirer le meilleur parti de leur expérience passée en consacrant une année à la recherche, la réflexion et la rédaction d'ouvrages.

Deux nominations peuvent être faites chaque année par le Comité de direction du Conseil des gouverneurs sur recommandation du président du CRDI.

BOURSES OCTROYÉES

H. E. English, Canada

Recherche sur les moyens d'établir une politique commerciale efficace entre les pays en développement et entre eux et les nations plus industrialisées, surtout en relation avec l'Association des pays du Sud-Est asiatique. Lieu des travaux: Pérou, Singapour, Australie.

C. R. Pratt, Canada

Économie politique de l'assistance canadienne: Politiques d'investissements et du commerce vis-à-vis des pays du Tiers-Monde. Lieu des travaux: Canada, Europe et Afrique de l'Est.

Bourses de formation préliminaire ou complémentaire aux projets

Cette catégorie de bourses a été créée pour assurer la formation de ressortissants originaires de pays en développement, préalablement à leur participation à un projet financé par le CRDI, ou leur perfectionnement, après participation au projet.

La présélection et le choix final des candidats sont faits par la division intéressée en collaboration avec le Programme des ressources humaines. Le nombre de bourses attribuées varie chaque année, de même que leur montant. Les bourses accordées pour 1978-1979 sont:

BOURSES DE FORMATION PRÉLIMINAIRE

G. Draper, Trinité

Étude d'un programme de formation aux Antilles. Lieu des travaux: Inde, Singapour, Philippines.

R. C. Ishengoma, Tanzanie

Formation supérieure en recherche sur l'utilisation du bois. Lieu des travaux: Canada.

M. Kiguel, Argentine

Formation pratique en recherche dans le cadre d'une étude macro-économique de la politique de santé argentine. Lieu des travaux: Argentine.

K. K. Kuria, Kenya

Spécialisation en recherche sur l'endocrinologie comparée. Lieu des travaux: Canada.

C. Maynard, Dominique, Antilles

Étude d'un programme de formation aux Antilles. Lieu des travaux: Inde, Singapour, Philippines.

H. Sinaga, Malaysia

Études sur les nouvelles méthodes de formation des enseignants. Lieu des travaux: Royaume-Uni.

BOURSES DE FORMATION COMPLÉMENTAIRE

B.O. Adenaike, Nigeria

Maîtrise ès sciences de l'information. Lieu des travaux: Royaume-Uni

C. Arbaiza, Pérou

Études supérieures sur les structures et la

technologie du bois. Lieu des travaux:
Royaume-Uni

L. Cruz, Colombie
Programme de maîtrise en nutrition. Lieu des
travaux: Guatemala

T.I. Daud, Indonésie
*Programme de maîtrise en économie de l'agricul-
ture et des ressources.* Lieu des travaux:
Indonésie, États-Unis

P. Dirdjosanjoto, Indonésie
*Programme de maîtrise en études régionales (Asie
du Sud-Est).* Lieu des travaux: Royaume-Uni

E. Marshall, Chili
Programme de doctorat en économique. Lieu des
travaux: États-Unis

M. Mbere, Afrique du Sud
Maîtrise en sociologie. Lieu des travaux:
Royaume-Uni

A.D. Mulenga, Zambie
Travaux de maîtrise en planification sociale. Lieu
des travaux: Royaume-Uni

L.A. Chiorhenuan, Trinité
Maîtrise en philosophie de l'économique. Lieu des
travaux: Nigéria

R.P. Pal, Inde
Programme de formation en hygiène piscicole.
Lieu des travaux: États-Unis

H.S. Parks, Corée
Cours de sociologie médicale. Lieu des travaux:
Royaume-Uni

I. Shrestha, Népal
Diplôme en santé communautaire. Lieu des
travaux: Royaume-Uni

P. Soedarno, Indonésie
Programme de maîtrise en agro-économie. Lieu
des travaux: Philippines

B.T. Soegijoko, Indonésie
*Programme de doctorat au Département d'études
urbaines et régionales du Massachusetts Institute
of Technology.* Lieu des travaux: États-Unis

Bourses Pearson

Les bourses Pearson ont été instituées pour permettre à des jeunes fonctionnaires des pays en développement de venir au Canada se perfectionner dans leur domaine professionnel. Les candidats sont sélectionnés par les Missions canadiennes établies dans les pays en développement. Un thème spécifique est choisi chaque année. Au cours de l'exercice précédent, neuf bourses Pearson ont été accordées dans le domaine de la santé.

BOURSES OCTROYÉES

W.G. Bomba, Malawi
*Planification, réalisation et appréciation de la
composante éducation sanitaire.* Lieu des travaux:
Ottawa, Ontario

S.A. Goma, Zambie
Contrôle des aliments et des drogues. Lieu des
travaux: Ottawa, Ontario

J.D. Manda, Malawi
*Démographie et administration de la santé
publique.* Lieu des travaux: Régina, Saskatche-
wan; Calgary, Alberta

B.A.R. Megat, Malaysia
Formation de la main-d'oeuvre sanitaire. Lieu des
travaux: Toronto, Ontario

M.M. Nsiala, Zaïre
Santé publique: épidémiologie. Lieu des travaux:
Montréal, Québec

A.O. Okusanya, Nigéria
Santé publique: épidémiologie. Lieu des travaux:
Montréal, Québec

D. Somchai, Thaïlande
Nutrition et politique nationale de l'alimentation.
Lieu des travaux: Toronto, Ontario

E.M. El-Tayeb, Soudan
Santé publique: épidémiologie. Lieu des travaux:
Calgary, Alberta

E.G.M. de Valdivieso
Soins de santé maternels et infantiles. Lieu des
travaux: Calgary, Alberta

PUBLICATIONS ET TEXTES

La liste complète des ouvrages publiés par le Centre au cours de cette année se trouve sur les pages inverses de ce rapport. Elle comprend, avec le titre donné en français, anglais ou espagnol

selon le cas, les monographies et autres publications du CRDI, les publications subven-
tionnées par le Centre et toutes celles rédigées par
les cadres et les conseillers du Centre en
1978-1979.